

Rapport annuel

Transat A.T. inc.



2006

Faits saillants

Revenus de 2,6 milliards de dollars et bénéfice net de 65,8 millions de dollars, par rapport à 2,4 milliards de dollars et à 55,4 millions de dollars respectivement en 2005.

Renforcement considérable de notre présence en Ontario et dans l'Ouest canadien grâce à l'acquisition de 191 agences de voyages.

Entrée sur le marché expéditif britannique avec l'acquisition de The Airline Seat Company (Canadian Affair) pour un coût total de 43,7 millions de dollars.

Augmentation de nos ventes en France et redressement de Look Voyages, qui a enregistré un bénéfice en 2006.

Rachat d'actions de 125 millions de dollars et introduction d'un dividende trimestriel.



En 2007, Transat célèbre ses vingt ans. Fondée en 1987, elle compte aujourd'hui parmi les plus grandes entreprises de tourisme intégrées au monde. www.transat20.com.

(En milliers de dollars
sauf les montants par action)

	2006	2005
Revenus	2 603 746	2 364 481
Bénéfice net	65 770	55 416
Bénéfice dilué par action	1,85	1,33
Espèces et quasi-espèces	214 887	293 495
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	113 279	74 156

ailleurs

Plus de 60 pays de destination pour la farniente ou la découverte

Cuba • Australie • Grèce • Kenya • Inde • Jamaïque • Norvège •

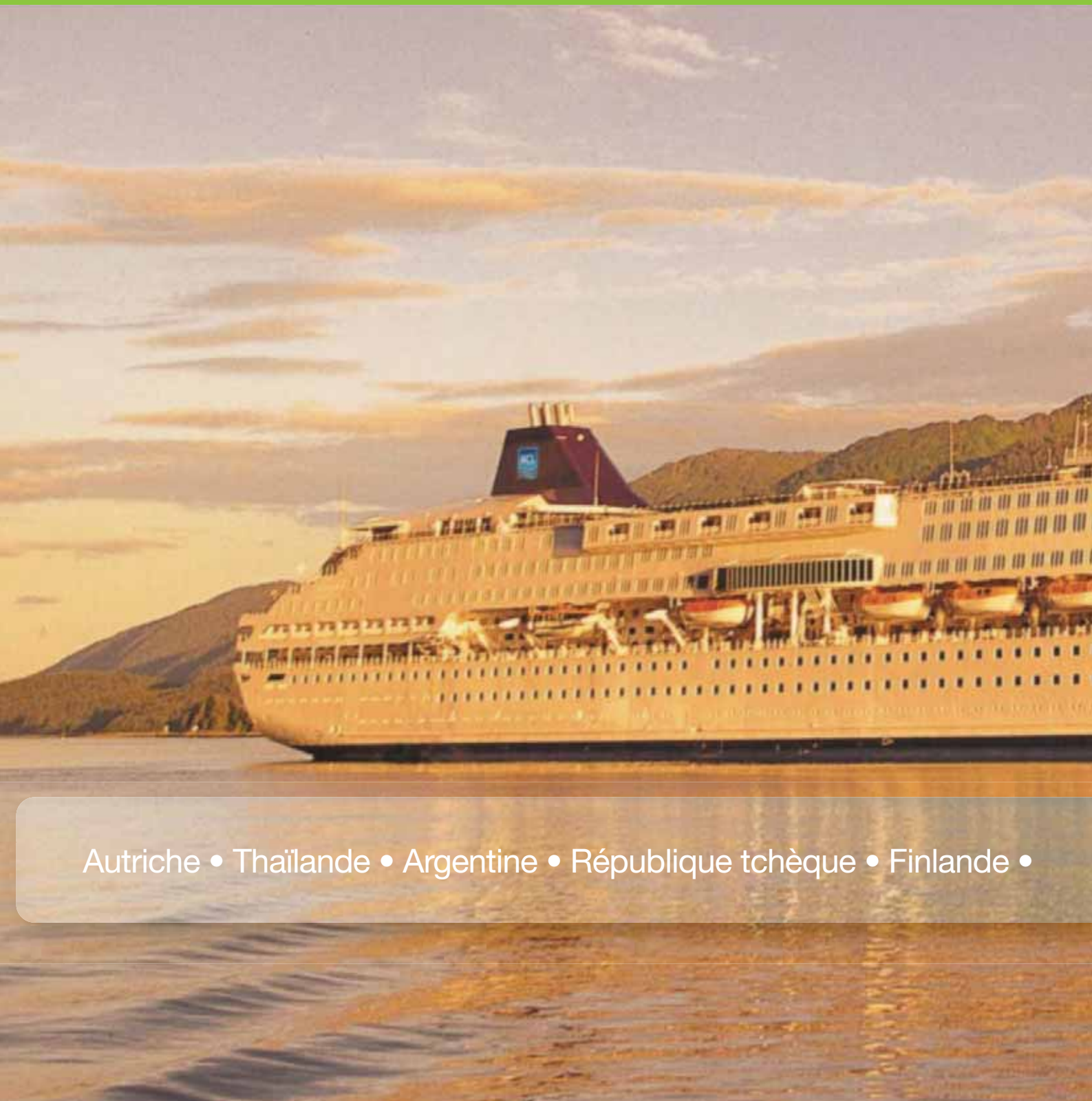
A photograph of ancient Greek temple ruins, featuring several tall, fluted columns and a section of the entablature. The ruins are set against a clear blue sky and a view of the sea and distant hills. The image is used as a background for the text.



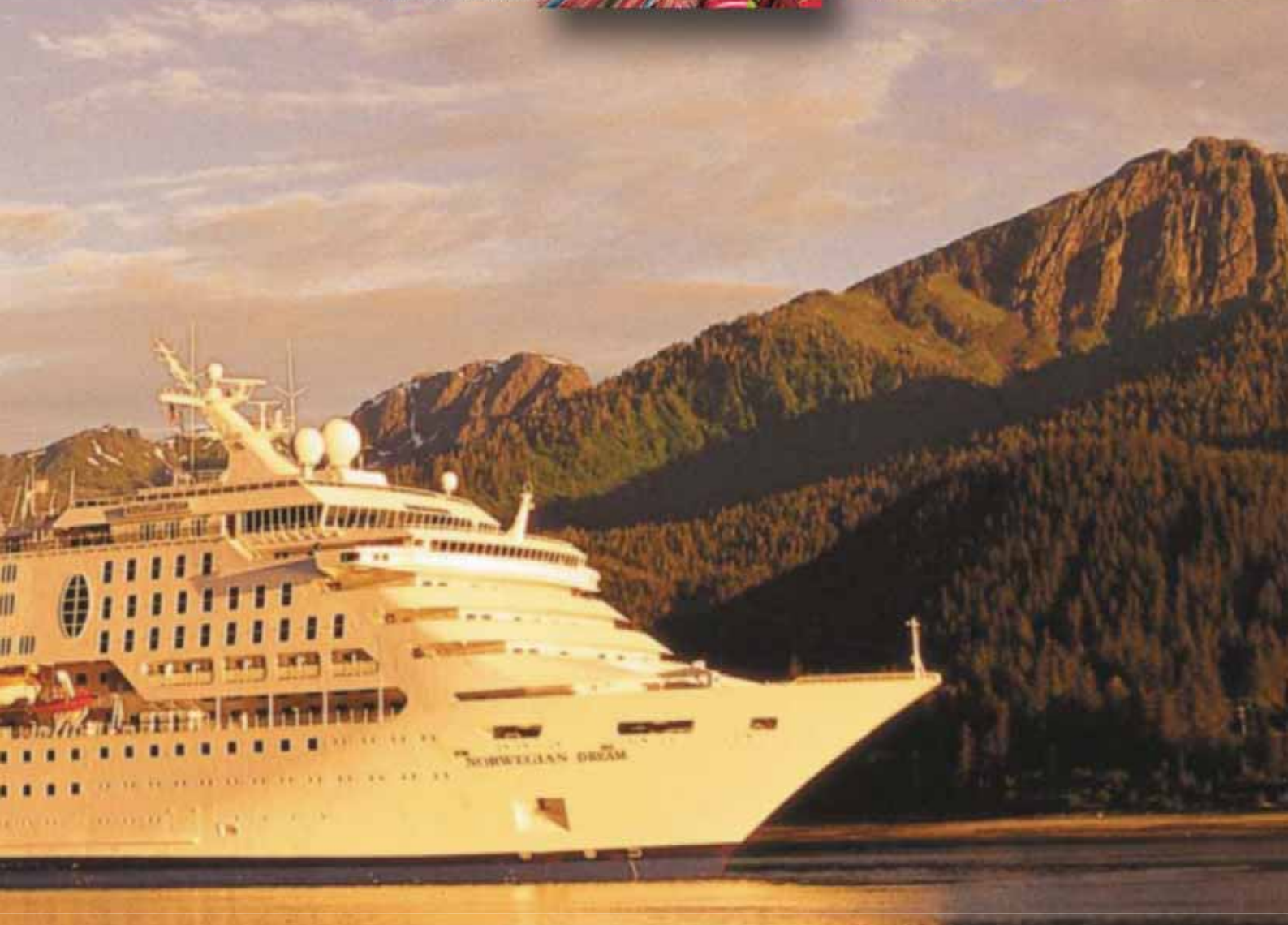
Canada • France • Allemagne • Nicaragua • Japon • Guatemala ...

à votre façon

Croisières, circuits individuels ou de groupe, formule tout compris, vol seulement...



Autriche • Thaïlande • Argentine • République tchèque • Finlande •

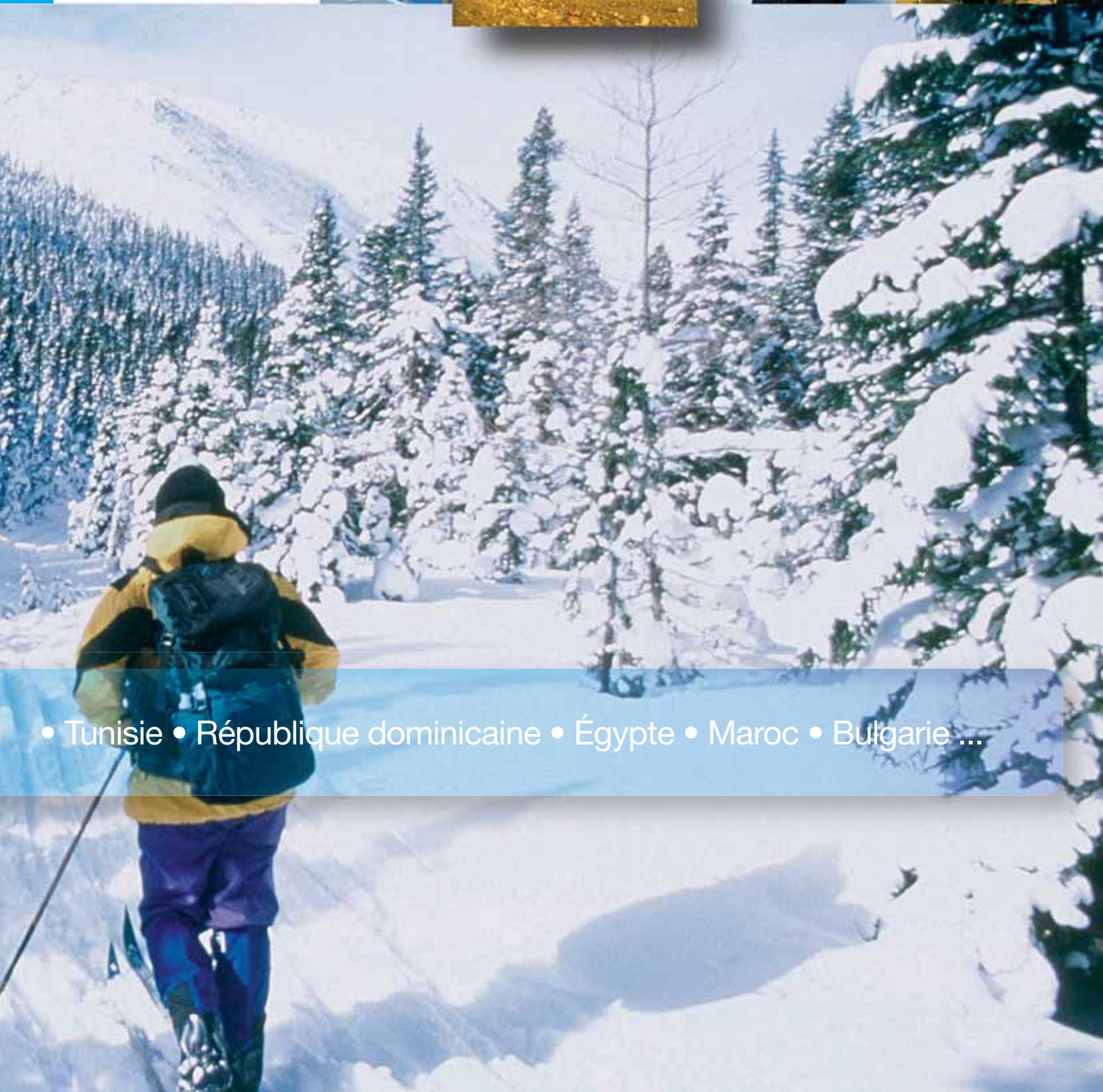
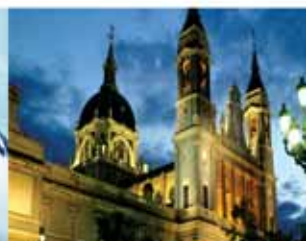


Tanzanie • Espagne • Chine • Honduras • Royaume-Uni • Irlande ...

ici

Pour une expérience mémorable, nous sommes sur le terrain

Mexique • Canada • Grèce • Sénégal • Turquie • Italie • États-Unis



• Tunisie • République dominicaine • Égypte • Maroc • Bulgarie ...

Message aux actionnaires

Une année sous le signe de la croissance et de l'expansion dans un marché effervescent

Compte tenu des défis auxquels l'industrie est confrontée, 2006 aura été une excellente année pour Transat. Nous avons accru nos ventes, réalisé une performance financière enviable, progressé dans l'implantation de notre plan stratégique et gagné en envergure. Plus que jamais concentrés sur le voyage vacances, nous proposons des forfaits, des circuits ou des liaisons pour plus de 60 pays de destination, et nous commercialisons des produits dans une cinquantaine de pays, au premier rang desquels le Canada, la France et le Royaume-Uni.

Le marché du tourisme est demeuré vigoureux, malgré certains aléas tels que l'ouragan Wilma, qui a considérablement perturbé la saison d'hiver sur Cancun (Mexique) au départ du Canada et de la France.

De manière générale, les voyageurs sont au rendez-vous, mais le fait qu'ils proviennent de pays de plus en plus diversifiés, consultent davantage Internet, réservent de plus en plus tard et choisissent des destinations de plus en plus variées oblige les voyagistes internationaux, déjà aux prises avec une concurrence très vive, à faire preuve d'adaptation.

L'hiver 2006 sur le marché expéditif canadien

Le marché expéditif canadien a été dynamique durant l'hiver 2006. Nos deux voyagistes principaux, Vacances Transat et Nolitours, exploités par Transat Tours Canada, ont globalement augmenté leur clientèle. Toujours aussi friands de destinations soleil, les Canadiens sont restés fidèles à la formule tout compris, de loin notre produit-vedette en hiver. À cet égard, nous avons conservé la palme de l'offre la plus diversifiée au Canada, au chapitre non seulement des destinations (plus de 30 dans une quinzaine de pays) et des hôtels (plus de 300), mais aussi des points d'embarquement. En effet,

l'utilisation combinée des gros porteurs d'Air Transat et des appareils d'autres transporteurs nous a permis d'offrir des départs à partir de 22 villes canadiennes.

Les deux marques principales de Transat Tours Canada correspondent à des gammes de produits et des stratégies de distribution distinctes. Nolitours offre des forfaits tout compris dans des destinations soleil, pour la vente desquels les agents de voyages touchent des commissions inférieures pendant que Nolitours dirige d'importants efforts de marketing vers le public. Les produits de Nolitours sont également disponibles en ligne. Vacances Transat offre à la fois des produits tout compris vers le Sud, de même que nos destinations européennes, en mettant un accent sur des hôtels exclusifs et de catégorie supérieure. Vacances Transat offre aussi toute une gamme de croisières de qualité par l'entremise des plus grandes compagnies de croisières au monde. Ses produits, visibles sur le Web, sont disponibles dans les agences de voyages.

En 2006, Transat Tours Canada a implanté une nouvelle structure de ventes régionale intégrée de même qu'une organisation de marketing nationale pour chapeauter ces aspects de l'activité des deux voyagistes. Ces changements auront pour effet de démultiplier nos efforts de commercialisation.

Sur un autre plan, nous avons commencé l'implantation de billets et autres documents de voyage en format numérique, appelé à remplacer le support papier, opération qui entraînera des économies et des gains de temps.



Jean-Marc Eustache,
Président du conseil d'administration, président et chef de la direction

Le facteur conjoncturel le plus marquant demeure l'intensité de la concurrence, principalement en Ontario, qui entraîne un resserrement des marges. La demande est à la hausse, mais l'offre tend à proliférer dans une industrie où les barrières à l'entrée sont de moins en moins élevées. Dans ces circonstances, il importe de demeurer très alerte et de travailler sur plusieurs fronts : l'ajout de destinations et d'hôtels exclusifs, les prix, le marketing, la qualité du service et la satisfaction du client.

Il est à noter que le marché des croisières, quoique plus restreint que celui du tout compris, connaît une croissance supérieure à celle de l'ensemble du marché touristique. Les grands armateurs avec qui nous travaillons s'adaptent rapidement à l'évolution de la clientèle et offrent une sélection d'activités de plus en plus riche. Notre réseau de distribution et notre capacité aérienne entre le Canada et la Floride, entre autres facteurs, nous ont permis de nous hisser parmi les chefs de file de ce marché au Canada.

Été 2006 : le marché transatlantique Canada-Europe

En été, nous continuons d'offrir une certaine capacité au départ du Canada vers le Sud, mais ce sont les liaisons entre le Canada et les quelque 30 destinations européennes que nous desservons directement qui génèrent le plus gros de notre chiffre d'affaires. Au Canada, nous proposons une vaste gamme de forfaits, de circuits accompagnés ou non et de services d'appoint aux touristes voyageant vers l'Europe; en Europe, nos voyageurs et partenaires font de même vers le Canada. Notre clientèle transatlantique a augmenté en 2006.

Le marché le plus important entre le Canada et l'Europe est celui du Royaume-Uni, où la concurrence est particulièrement âpre. En août 2006, nous avons fait l'acquisition de notre principal compétiteur sur ce marché, le voyageur britannique The Airline Seat Company, mieux connu sous la marque Canadian Affair. Directement liée au plan stratégique adopté en 2005, cette acquisition faite au coût total de 43,7 millions de dollars constitue notre première incursion comme voyageur sur un nouveau marché expéditif depuis la mise sur pied de Transat en 1987. La force de frappe combinée de Transat et de Canadian Affair représente une capacité potentielle de 400 000 sièges entre le Canada et le Royaume-Uni, en hausse de 200 000 environ. Nous sommes donc beaucoup mieux armés pour exploiter ce segment de marché, qui s'annonce fort convoité à l'été 2007.

L'acquisition de Canadian Affair présente également un intérêt stratégique parce qu'elle permet une évolution considérable de notre dispositif de vente au Royaume-Uni. Alors que nous comptions là-bas sur un seul voyageur pour distribuer nos produits en exclusivité, nous disposons maintenant d'un système multi canaux qui augmentera notre portée dès 2007 : nous pourrions commercialiser nos sièges par l'entremise de Canadian Affair (qui affiche un remarquable 80 % de ventes directes, dont 50 % en ligne), sur nos sites Web britanniques, directement aux agences de voyages grâce à notre plateforme Internet B2B ou aux systèmes de réservation centralisés (GDS) de l'industrie aérienne, ou encore par le biais d'autres voyageurs en vertu d'ententes non exclusives.

Durant l'été 2006, nous avons inauguré une liaison sur l'Espagne (Madrid) au départ de Toronto et de Montréal, avec un programme complet de circuits accompagnés et individuels, de forfaits d'hébergement et d'excursions. Cette nouvelle destination a remporté le succès espéré, et nous allons poursuivre sur cette lancée en Espagne et ailleurs.

À compter de 2007, notre offre européenne au départ du Canada sera entièrement mise en marché par Vacances Transat, l'objectif étant d'exploiter pleinement la notoriété grandissante de notre marque.

La distribution au Canada

La vaste majorité des vacanciers canadiens préfèrent encore traiter avec une agence de voyages, mais la vente directe par l'entremise d'un centre d'appel ou d'un site Web rejoint un public de plus en plus vaste. Ainsi, les ventes faites par l'entremise de airtransat.com ont considérablement augmenté.

C'est pourquoi Transat travaille sur la mise en place d'une plateforme polyvalente ouverte à tous les clients, peu importe leur préférence. Nous entrons dans l'ère de la distribution multi canaux, et le défi consiste à faire coexister harmonieusement plusieurs stratégies de distribution.

En conformité avec notre plan stratégique triennal, nous avons considérablement renforcé notre présence sur le marché canadien, avec l'acquisition de 191 agences de voyages Thomas Cook et Marlin Travel, principalement en Ontario et dans l'Ouest, au coût total de 8,3 millions de dollars. Ce faisant, nous avons constitué le plus grand réseau d'agences de voyages au Canada et porté le nombre de nos points de vente en Ontario – le marché régional le plus important au pays – à près de 140, contre moins de 60 auparavant. Les nouvelles agences, dont une vingtaine offrent des services de change, seront toutes exploitées sous la bannière Marlin Travel.

Conclue en mai 2006, cette acquisition nous a amenés à structurer plus formellement notre réseau de distribution canadien, désormais appelé Transat Distribution Canada (TDC). Sous la présidence de Philippe Sureau, TDC chapeaute toute la distribution au détail sur le marché canadien. En 2007, TDC aura pour principal objectif d'augmenter les ventes de produits Transat dans les agences. Dans cette perspective, nous avons mis en place dès

l'automne 2006 une nouvelle plateforme Internet destinée aux clients de la bannière Club Voyages, qui combine un site Web national et des sites propres à chacune des agences sur le terrain, et dont l'économie générale est adaptée aux attentes des voyageurs et des agences.

En 2006, Transat Tours Canada a par ailleurs déployé «Agent Direct», une nouvelle plateforme Internet destinée aux agences de voyages. Cet outil B2B de dernière génération, plus convivial et plus performant, permet à nos voyageurs et à toutes les agences de voyages qui vendent nos produits de collaborer en ligne. Le travail d'implantation va se poursuivre en 2007, avec l'ajout de nouvelles fonctions.

Nos filiales du secteur aérien : Air Transat et Handlex

Sur les liaisons Canada-Europe et Canada-Sud, Transat remplit approximativement 85 % de ses besoins en sièges d'avion par l'entremise de sa filiale à part entière Air Transat, qui demeure le plus important transporteur nolisé international spécialisé dans les vacances au Canada. Pour les 15 % restants, nos voyageurs font appel à d'autres transporteurs, notamment WestJet, avec qui nous avons une entente valide jusqu'en octobre 2007. À l'été 2007, nous ferons aussi appel à Thomas Cook Airlines et à My Travel Airways pour les vols entre le Canada et le Royaume-Uni, ces deux compagnies étant partenaires de Canadian Air. En France, nos voyageurs ont recours à Air Transat et à plusieurs transporteurs européens.

Fin 2006, Air Transat exploitait quinze appareils Airbus (quatre A330 et onze A310). Un seizième appareil s'ajoutera en 2007.

À tous égards, la performance de notre transporteur est demeurée remarquable en 2006. La compagnie affiche des taux de ponctualité et de fiabilité qui sont parmi les meilleurs de l'industrie, et les sondages indiquent que la satisfaction de sa clientèle ne se dément pas. En 2006, Air Transat a encore amélioré la qualité du service avec le lancement officiel du «Club Enfants», qui propose un éventail de services spéciaux aux familles. Mentionnons par ailleurs que l'équipe d'Air Transat est de plus en plus reconnue pour être à la fine pointe en matière de gestion de la sécurité.

Le contrôle serré des coûts d'exploitation a continué de donner des résultats. En outre, à la suite d'une étude approfondie commencée en 2003, Air Transat a élaboré et implanté un programme de gestion du carburant qui a permis de réduire sa consommation de l'ordre de 5 %, diminuant d'autant ses coûts et ses émissions de gaz à effet de serre.

Comme l'ensemble des compagnies aériennes, surtout au Canada, Air Transat doit supporter des charges supplémentaires du fait de l'augmentation des frais d'utilisation des installations aéroportuaires et de l'application de mesures de sécurité de plus en plus complexes. Elle cherche donc, à l'instar des autres transporteurs, des sources de revenus additionnels, par exemple des services optionnels pour les voyageurs.

Handlex offre un soutien logistique à Air Transat et à plus d'une vingtaine d'autres transporteurs au Canada. Ses services comprennent l'enregistrement des passagers, la manutention des bagages, le fret, le nettoyage des avions et les services d'aire de trafic. En 2006, Handlex a signé de nouveaux contrats et ouvert une troisième base à Vancouver, après celles de Montréal et de Toronto.

Nos voyageurs expéditifs et réceptif européens

En France, nos deux voyageurs principaux – Look Voyages et Vacances Transat (France) – ont inscrit des revenus en hausse. Notre taux de croissance, supérieur à la moyenne du marché touristique, indique des gains de parts de marché. L'augmentation des revenus a été moins marquée chez Vacances Transat (France), surtout à cause des conséquences de l'ouragan Wilma sur Cancun (Mexique) et des difficultés qu'a éprouvées la France à introduire le passeport biométrique, nouvellement imposé pour entrer aux États-Unis.

Vacances Transat (France) demeure le premier voyageur français sur le Canada et les États-Unis, et affiche maintenant une gamme de destinations diversifiée, y compris en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. Les activités de Bennett Voyages, voyageur spécialisé sur la Scandinavie, le Royaume-Uni et l'Europe de l'Est dont nous avons fait l'acquisition en 2005, ont été regroupées sous Vacances Transat (France).

Look Voyages a connu une excellente année. La vente de vols secs est chose du passé, et nous pouvons nous concentrer sur notre mission : le forfait vacances. Look Voyages est maintenant référencée par les deux plus grands réseaux d'agences de voyages en France. Elle a étendu son offre, avec davantage de départs de villes de province. Voyageur international de premier plan en France, Look Voyages continue de miser largement sur ses Clubs Lookéa, au nombre de 17 pendant l'été 2006, qui offrent aux Français une formule tout compris avec animation francophone au Mexique, dans les Caraïbes, en Afrique et en Europe.

Tourgreece, à Athènes, est notre seul voyageur réceptif européen. Ses produits sont distribués à l'international par l'entremise de Transat et d'autres voyageurs, incluant aux États-Unis, où nous avons enregistré une croissance spectaculaire en 2006.

Nous comptons 72 agences de voyages en France, soit 38 sous la bannière Look Voyages et 34 sous celle de Club Voyages. L'intégration des agences rachetées en 2005, au nombre d'une vingtaine, est maintenant achevée.

Le marché réceptif canadien

En tant que voyageur réceptif, Transat fait face avec l'industrie touristique canadienne à une période de transition. Les marchés où le Canada a historiquement puisé ses clients, à savoir les États-Unis et l'Europe de l'Ouest, donnent des signes de maturité. Les données montrent ainsi qu'en 2005 le Canada est le seul pays d'Amérique où le nombre de touristes étrangers a diminué, ce qui est notamment attribuable à une baisse marquée du tourisme américain, qui compte normalement pour environ 75 % des touristes étrangers au Canada. Le niveau d'attractivité de la destination et la remontée du dollar canadien semblent partiellement en cause, mais plus encore l'insuffisance relative des efforts de promotion consentis par les pouvoirs publics, alors même que la concurrence internationale ne cesse de grandir.

Jonview Canada demeure le plus important voyageur réceptif au Canada avec près de 240 000 clients en 2006, une augmentation d'environ 6 % qui est remarquable, étant donné le fléchissement du tourisme international au Canada. Jonview propose ses produits dans une cinquantaine de pays, non seulement en Europe – son principal château-fort

– mais aussi dans un nombre grandissant de marchés émergents. Ces efforts ont donné des résultats positifs, notamment en Amérique latine. L'Organisation mondiale du tourisme prévoit que la croissance du tourisme international va se poursuivre, et qu'elle proviendra en bonne partie de ces nouveaux marchés, qui sont très clairement dans notre ligne de mire.

La situation financière

Pour l'ensemble de l'exercice 2006, nous affichons des revenus de 2,6 milliards de dollars et une marge de 126,9 millions de dollars. Le bénéfice net s'établit à 65,8 millions de dollars, soit 1,85 \$ par action (après dilution). En 2005, les revenus avaient atteint environ 2,4 milliards, la marge, 120,6 millions, et le bénéfice net, 55,4 millions, soit 1,33 \$ par action (après dilution). Si on exclut un gain sur disposition d'un placement et le renversement de charges de restructuration, le bénéfice de 2005 s'élevait à 48,7 millions de dollars ou 1,17 \$ par action (après dilution).

Encore une fois, l'exercice a été marqué par le prix très élevé du carburant d'avion. Ce poste est passé de 128 millions de dollars en 2004 à près de 200 millions en 2005, puis à près de 248 millions en 2006. Notre facture carburant aura donc augmenté de plus de 90 % en deux ans, alors que nos revenus progressaient de 18 %. Les principales mesures d'atténuation sont l'application de stratégies de couverture, que nous pratiquons activement, et les surcharges, dont l'effet est toutefois limité à cause des pressions sur les prix de vente.

La situation financière de Transat demeure très saine. Au 31 octobre 2006, notre dette avait diminué et nos liquidités disponibles atteignaient 214,9 millions de dollars. Nous avons par ailleurs procédé à un rachat d'actions de 125 millions de dollars, soit près de 1,8 million d'actions à un prix de 19,40 \$ (conclu le 3 janvier 2006), et introduit un dividende trimestriel.

Le plan stratégique triennal 2006-2008

L'année 2006 était le premier exercice du plan stratégique triennal adopté en 2005. Comme nous en faisons état plus haut, des jalons importants de ce plan ont été franchis, à savoir notre entrée sur le marché expéditif du Royaume-Uni, notre expansion dans la distribution au détail au Canada, en particulier en Ontario, l'ajout de destinations, le lancement de nouvelles plateformes technologiques et l'intégration des entreprises et agences achetées en 2005. En marge du plan stratégique, nous avons ramené Look Voyages à la rentabilité, dans les délais prévus. En somme, l'exercice 2006 aura été marqué par des progrès décisifs.

Au-delà des acquisitions et de l'implantation de nouveaux systèmes, il importe de souligner que nous avons une vision de plus en plus précise du système de distribution multi canaux dont nous voulons nous doter et que nous avons beaucoup avancé à cet égard. Les fondations de ce dispositif sont en place sur nos trois marchés principaux que sont le Canada, la France et le Royaume-Uni, et nous continuons de raffiner un modèle qui devrait jouer un rôle crucial dans notre croissance à long terme.

Nous entendons garder le cap en 2007, notamment en Ontario, où nous visons des gains de part de marché. En outre, nos trois priorités principales sont de nous établir aux États-Unis comme voyageur, de pénétrer le secteur hôtelier dans le Sud et d'implanter une nouvelle stratégie de croissance en Europe. En parallèle, nous avons ouvert plusieurs chantiers qui, en matière de technologies de l'information, sont devenus prioritaires, et pour lesquels nous avons prévu des ressources adéquates.



La contribution de l'équipe de Transat

La contribution de notre personnel, dans tous les pays où nous sommes établis, est cruciale. Nous comptons actuellement environ 6 000 employés. En 2006, la valeur totale de la masse salariale et des avantages sociaux était d'environ 290 millions de dollars. Nous poursuivons sans relâche nos efforts pour construire et maintenir une organisation qui, par delà les frontières, demeure soudée, concentrée et fidèle à nos valeurs de base : l'efficacité, le travail d'équipe et le client. À ce chapitre, nous avons trois grandes priorités, soit la communication, la formation et la gestion de la relève. Chacune fait l'objet de programmes définis, placés sous l'autorité directe du président et chef de la direction. À titre d'exemple, mentionnons «l'Académie Air Transat», un partenariat entre Air Transat et l'Université de Sherbrooke, au Québec, qui permet à un groupe d'employés de suivre des cours de gestion pendant les heures de travail, dans les bureaux d'Air Transat.

Nous continuons d'apporter une aide financière à un grand nombre d'organisations qui œuvrent notamment dans les domaines de la santé, de la lutte contre la pauvreté, de l'enseignement et de la culture. Nous avons soutenu la Croix-Rouge au moment de la crise du Liban. Air Transat et son personnel ont poursuivi leur partenariat avec La Fondation Canadienne Rêves d'Enfants. En 2006, notre soutien à deux institutions d'enseignement a été formellement reconnu. En effet, le laboratoire de langues de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec et la Chaire de tourisme de l'Université du Québec à Montréal portent dorénavant le nom de Transat.

Je tiens à remercier tous les membres de notre personnel. Chacun d'eux joue un rôle important et permet à l'organisation de croître et de livrer à nos clients un produit de premier ordre. Je remercie également tous les membres du conseil d'administration de leur fidélité et de leur contribution.

Le président du conseil d'administration,
président et chef de la direction

Jean-Marc Eustache
Le 18 janvier 2007

VOYAGISTES EXPÉDITIFS

Transat Tours Canada (TTC)

Vacances Transat

Caraïbes, Amérique latine et Mexique au départ du Canada, marché Canada-Europe et croisières

Nolitours

Caraïbes, Amérique latine, Mexique et Floride au départ du Canada

Look Voyages

Bassin méditerranéen, Afrique, Asie, Caraïbes, Mexique, etc. au départ de la France et Clubs Lookéa

Vacances Transat (France)

Amériques, Caraïbes, Asie, Afrique au départ de la France. Circuits en Europe de l'Est, Scandinavie, Écosse, Irlande sous la marque Bennett

Brokair

Circuits de groupe au départ de la France

Canadian Affair

Voyagiste britannique spécialisé sur le Canada

Révatours

Europe de l'Est, Asie, Afrique du Nord, etc. au départ du Canada

Merika Tours

Destinations nord-américaines au départ du Canada

Air Consultants Europe (ACE)

Représentant de TTC en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg et en Autriche

VOYAGISTES RÉCEPTIFS

SERVICES À DESTINATION

Jonview Canada

Circuits et forfaits à destination du Canada

Tourgreece

Circuits et forfaits à destination de la Grèce

Trafic Tours

Excursions et services à destination au Mexique

Turissimo

Excursions et services à destination en République dominicaine

Transat Holidays USA

Services à destination et agence de voyages en Floride

DISTRIBUTION AU DÉTAIL

Transat Distribution Canada

Plus de 400 agences de voyages au Canada (Club Voyages, Voyages en Liberté, TravelPlus, Marlin Travel, tripcentral.ca) et exitnow.ca

Club Voyages (France)

Réseau de 72 agences de voyages en France (Club Voyages et Look Voyages)

TRANSPORT AÉRIEN

Air Transat

Transporteur aérien nolisé spécialisé dans les voyages vacances

Handlex

Services aéroportuaires à Montréal, Toronto et Vancouver

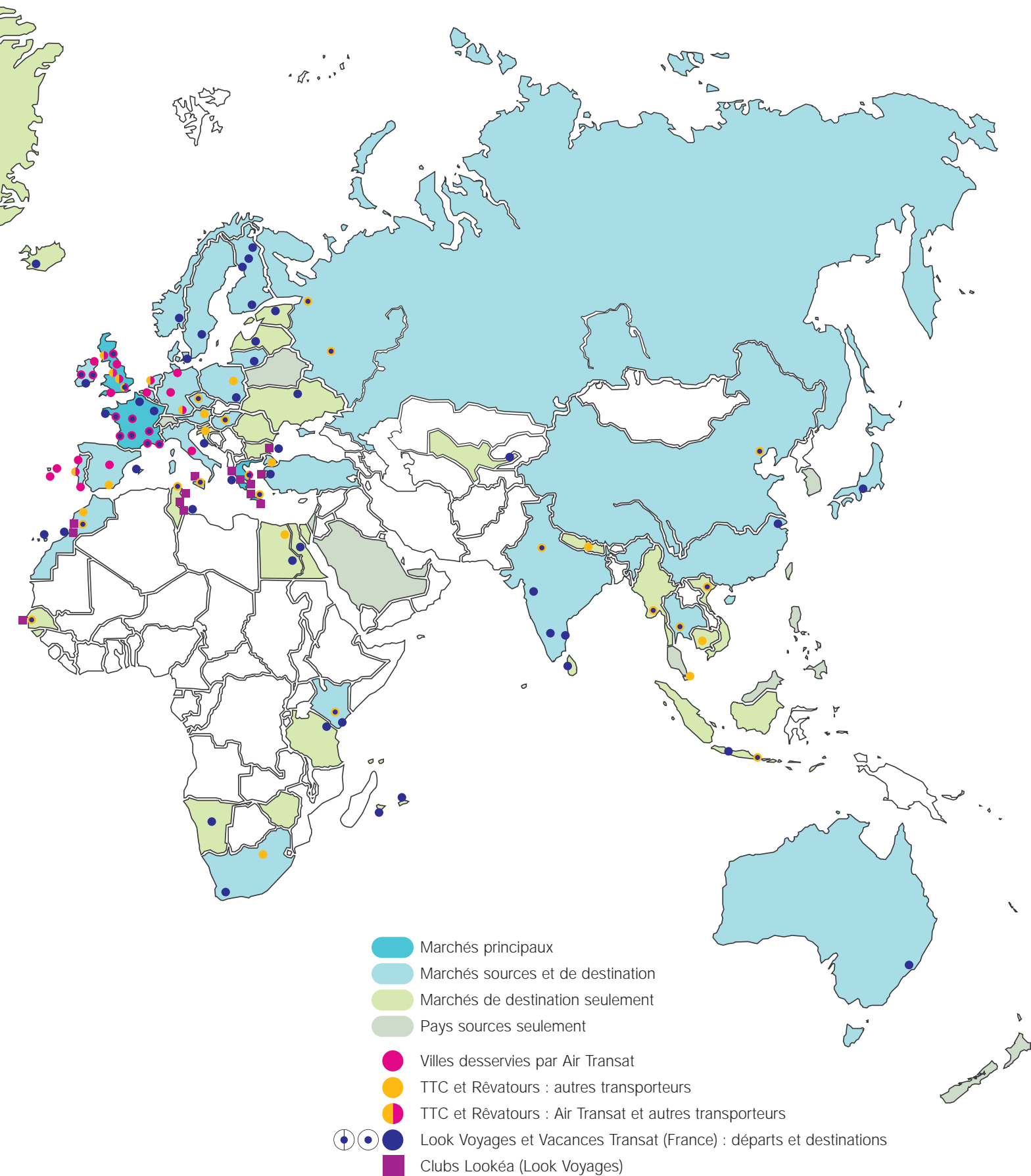


www...

transat.com
transatholidays.com
vacancestransat.com
nolitours.com
look-voyages.fr
vacancestransat.fr
canadavision.fr
bennett.fr
canadianaffair.com
revatours.com
merikatours.com
airtransat.com
airtransat.fr
airtransat.de
airtransat.nl
airtransat.co.uk
air-transat.be
jonview.com
outbyview.com
tourgreecedmc.com
clubvoyages.com
marlintravel.ca
travelplus.ca
tripcentral.ca
exitnow.ca

CROISIÈRES

Vacances Transat et Look Voyages mettent de l'avant une vaste gamme de croisières : dans l'Atlantique, la Méditerranée, la Baltique, le Pacifique Sud, l'Océan Indien; sur le Nil et sur les fleuves d'Europe; en Alaska, dans les Bahamas, aux Bermudes, au Canada, dans les Caraïbes, à Hawaii, au Mexique, au canal de Panama, en Amérique du Sud.



Note 1 : Cette carte reflète la situation de l'été 2006 et la programmation planifiée de l'hiver 2006-2007. Les destinations offertes et les ports d'embarquement peuvent varier.

Note 2 : Les pays «source seulement» sont ceux où nous commercialisons les produits de Jonview Canada et / ou Tourgreece et à destination desquels nous n'offrons ni liaisons aériennes, ni forfaits ou circuits. Nous n'offrons pas de produits au départ des pays «destination seulement».

Transat en chiffres

Amérique du Nord

(Revenus en milliers)

2006 2005 2004

Voyagistes expéditifs et transport aérien

Transat Tours Canada

(Vacances Transat, Nolitours et Air Transat)

Revenus (\$)	1 912 000	1 777 000	1 570 000
Effectif	2 667	2 616	2 500
Passagers ¹	2 625 000	2 504 000	2 394 500
Voyageurs ²	1 200 000	1 140 000	1 017 500

Révatours

Revenus (\$)	18 400	19 600	19 000
Effectif	26	27	26
Voyageurs	6 000	7 000	7 000

Voyagistes réceptifs et services à destination

Jonview Canada

Revenus (\$)	118 000	117 300	108 000
Effectif	286	169	156
Voyageurs	237 000	223 000	206 000

Autres

Revenus (\$)	32 000	12 000	13 000
Effectif	61	19	18

Distribution au détail

Transat Distribution Canada

(Club Voyages, Marlin Travel, TravelPlus, Voyages en Liberté et exitnow.ca)

Revenus de commissions et franchises (\$)	36 000	19 500	19 600
Points de vente en propriété	110	21	22
Effectif	597	210	203
Points de vente	315	190	173

Tripcentral.ca

Revenus de commissions (\$)	7 700	2 800	—
Effectif	99	103	—
Points de vente	23	16	—

Autres services aériens

Handlex

Revenus (\$)	41 000	37 000	29 000
Effectif	1 108	1 024	857

Europe

(Revenus en milliers)

2006 2005 2004

Voyagistes expéditifs

Vacances Transat (France)

Revenus (€)	167 000	139 000	133 000
Effectif	193	213	177
Voyageurs	121 000	97 000	95 000

Look Voyages

Revenus (€)	148 000	132 000	179 000
Effectif	305	275	319
Passagers	3 000	65 000	465 000
Voyageurs	164 000	129 000	145 000

Brokair

Revenus (€)	27 000	24 000	24 000
Effectif	21	18	14

Canadian Affair

Revenus (€)	30 000	—	—
Effectif	63	—	—
Voyageurs	68 000	—	—

ACE

Revenus de commissions (€)	3 200	2 600	—
Effectif	19	21	—
Voyageurs	45 000	43 000	—

Voyagiste réceptif et services à destination

Tourgreece

Revenus (€)	19 700	19 000	10 400
Effectif	35	27	20
Voyageurs	66 000	65 000	46 000

Distribution au détail

Club Voyages (France)

Revenus de commissions (€)	9 900	8 800	8 700
Effectif	201	170	167
Points de vente	72	52	59

Toutes les filiales sont détenues à 100 % sauf :

Air Consultants Europe (70,0 %)
Jonview Canada (80,07 %)
Tourgreece (90,0 %)
Trip Central (50,1 %).

¹ Les sociétés aériennes comptabilisent les segments de vol en passagers

² Les voyagistes comptabilisent les voyageurs en aller-retour

Rapport de gestion

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes

<u>APERÇU</u>	19
<u>ACTIVITÉS CONSOLIDÉES</u>	21
<u>SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT</u>	32
<u>AUTRES</u>	34
<u>COMPTABILITÉ</u>	34
<u>CONTRÔLES ET PROCÉDURES</u>	37
<u>RISQUES ET INCERTITUDES</u>	37
<u>PERSPECTIVES</u>	40

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 par rapport à l'exercice terminé le 31 octobre 2005 et doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes y afférentes qui figurent dans le présent rapport annuel à partir de la page 41. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 15 janvier 2007. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com dont les lettres d'attestations pour l'exercice financier 2006 et la notice annuelle.

Nos états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures du rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre», «nos» ou la «société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

Avertissement en ce qui concerne les déclarations prospectives

Ce rapport de gestion contient également certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. En soi, ces déclarations prospectives sont assujetties à des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et à des incertitudes qui touchent nos activités. Le lecteur trouvera ailleurs dans ce rapport de gestion une description de certains risques et incertitudes qui ont une incidence sur nos activités. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par la loi.

Faits saillants financiers

(En milliers de dollars, sauf les montants par action)

	2006 \$	2005 \$	2004 \$	Variation	
				2006 %	2005 %
États consolidés des résultats					
Revenus	2 603 746	2 364 481	2 199 822	10,1	7,5
Marge ¹	126 944	120 631	163 755	5,2	(26,3)
Coûts de restructuration	—	(934)	11 350	100,0	(108,2)
Bénéfice net	65 770	55 416	72 320	18,7	(23,4)
Bénéfice de base par action	1,88	1,43	2,07	31,5	(30,9)
Bénéfice dilué par action	1,85	1,33	1,76	39,1	(24,4)
Dividende – actions de catégorie A et B	0,14	—	—	s.o.	s.o.
Bilans consolidés					
Espèces et quasi-espèces	214 887	293 495	310 875	(26,8)	(5,6)
Espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées	203 613	182 268	157 678	11,7	15,6
	418 500	475 763	468 553	(12,0)	1,5
Actif	959 195	949 537	838 389	1,0	13,3
Dette (à court et à long terme)	87 404	106 769	33 214	(18,1)	221,5
Dette totale ¹	407 741	463 382	536 746	(12,0)	(13,7)
Dette nette ¹	192 854	169 887	225 871	13,5	(24,8)
États consolidés des flux de trésorerie					
Activités d'exploitation	113 279	74 156	184 321	52,8	(59,8)

¹ MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les expressions «marge», «marge brute d'autofinancement», «dette totale» et «dette nette» n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Cependant, ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge correspond aux revenus desquels on a soustrait les dépenses d'exploitation, selon les états consolidés des résultats.

La marge brute d'autofinancement est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer le rendement opérationnel et la capacité de la société de respecter ses obligations financières. La marge brute d'autofinancement correspond aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation desquels on soustrait la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation, la variation nette des autres passifs et la variation nette des dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules selon les états consolidés des flux de trésorerie.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle correspond à la combinaison de la dette au bilan (dette à long terme et débentures) et des ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs, présentées à la page 33.

La dette nette est utilisée par la direction pour estimer sa situation de trésorerie. Elle correspond à la dette totale (décrite ci-haut), moins les espèces et les quasi-espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées.

APERÇU

Secteur des voyages vacances

Le secteur des voyages vacances se compose principalement de voyagistes, d'agences de voyages (traditionnelles et en ligne) et de transporteurs aériens desservant le marché des voyages vacances grâce à une combinaison de vols réguliers et de vols nolisés. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, les arrivées de touristes internationaux ont atteint en 2005 un niveau sans précédent de 806 millions. Ce nombre pourrait atteindre un milliard d'ici 2010.

Les voyagistes spécialisés dans les services expéditifs achètent les divers éléments constitutifs d'un voyage (y compris certains services achetés à l'étranger) et les vendent à des consommateurs sur leurs marchés locaux, généralement par l'intermédiaire des agences de voyages, soit sous forme de forfait voyage ou séparément. Les voyagistes dits réceptifs, pour leur part, élaborent des forfaits ou d'autres produits de voyage à partir de services qu'ils achètent sur leur marché local, pour les vendre sur les marchés étrangers, généralement par l'entremise d'autres voyagistes ou d'agences de voyages. Les entreprises de services à destination, quant à elles, sont installées à destination, et vendent sur place aux voyageurs des produits variés pour consommation rapide ou immédiate.

Les agences de voyages servent d'intermédiaires entre le voyagiste et le consommateur. Les agents de voyages rencontrent le consommateur, le conseillent et lui vendent des produits et services. Les agences de voyages vendent des forfaits voyages et des billets d'avion offerts par les voyagistes, des billets d'avion vendus directement par les transporteurs aériens et d'autres produits et services de voyage. Les agences de voyages en ligne procurent maintenant à leurs clients un large éventail de produits de voyages dans des sites Web transactionnels sur Internet. À l'heure actuelle, en Amérique du Nord comme en Europe, les ventes de voyages en ligne portent presque exclusivement sur les vols secs, une faible proportion seulement allant aux forfaits (avec billet d'avion et hôtel). La vente de forfaits en ligne est toutefois appelée à se développer.

Les transporteurs aériens fournissent leurs services aux agences de voyages et aux voyagistes. Ils sont désignés «transporteurs réguliers» lorsqu'ils vendent leurs services directement au public et aux agences de voyages et «transporteurs nolisés» lorsqu'ils vendent leurs sièges en blocs à des voyagistes.

Activité principale, vision et stratégie

Activité principale

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos produits dans deux secteurs géographiques, soit l'Amérique du Nord et l'Europe. Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfait ou non, y compris des sièges d'avion. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditif et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et ailleurs, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages et un système de distribution multi canaux faisant notamment appel à Internet. Transat s'appuie sur sa filiale Air Transat, le plus important transporteur aérien nolisé international au Canada, pour combler une partie importante de ses besoins en sièges d'avion. Nous offrons également des services à destination, des services de gestion hôtelière et des services aéroportuaires.

Vision

Le marché du tourisme international est en croissance et les touristes internationaux ont des marchés d'origine et des destinations de plus en plus variés. La vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditif et voyagiste réceptif, en plus d'être la plus importante société de vols nolisés internationaux. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditif, de même qu'en Grèce comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances, notamment aux États-Unis et dans d'autres pays d'Europe.

Stratégie

Nous avons mis au point un plan stratégique triennal (2006-2008) axé sur la croissance et la rentabilité. Nous misons sur l'augmentation du tourisme international pour accélérer notre développement en Amérique du Nord et en Europe. Pour ce faire, nous procéderons à de nouvelles acquisitions, tout en poursuivant notre croissance interne à un rythme dynamique. Nos principaux axes stratégiques sont les suivants :

- Au Canada, Transat détient la première position dans toutes les régions, à l'exception de l'Ontario. La société entend renforcer sa présence dans cette province en ajoutant de nouvelles destinations et en étendant son réseau de distribution, de sorte à devenir et demeurer le numéro un partout au pays.
- En Europe, Transat entend accroître sa part de marché et poursuivre son intégration verticale en France et au Royaume-Uni, deux régions à fort potentiel où elle est déjà solidement établie. Transat poursuivra également ses efforts pour s'étendre dans d'autres pays européens en tant que voyageur, notamment comme spécialiste à destination du Canada.
- Dans le reste du monde, Transat veut investir de nouveaux marchés, et en particulier devenir un voyageur aux États-Unis, marché stratégique qu'elle analyse depuis un certain temps déjà. En outre, Transat continuera d'étudier la possibilité de s'implanter sur d'autres marchés, dont l'Asie et l'Amérique latine.
- Transat veut accélérer le développement des services à destination et prendre en charge une partie de ses besoins en hébergement, pour mieux maîtriser sa capacité et la qualité de son produit tout en augmentant ses marges. Concrètement, cela pourrait se traduire par des prises de participations, voire des acquisitions, dans le domaine hôtelier. Les marchés où l'entreprise a déjà atteint une masse critique seront examinés en premier lieu à cet égard.

- Compte tenu de l'évolution rapide du monde de la distribution et des attentes des voyageurs, et de l'importance d'avoir une organisation qui soit agile et productive, le plan prévoit la poursuite de nos efforts et de nos investissements en technologie et en formation. Transat se donne à cet égard comme objectif de mettre de l'avant les solutions d'avant-garde, aussi bien auprès des agences qu'en matière de vente directe, qui lui permettront de s'adapter aux nouveaux marchés et de continuer à améliorer son efficacité.

Transat prévoit que la réalisation de ce plan stratégique pourrait requérir jusqu'à 300 millions de dollars sur trois ans, investissement qui sera financé à même les liquidités existantes, les flux de trésorerie futurs et des sources externes au besoin.

Revue des objectifs et des réalisations 2006-2007 (Voir tableau, pages 22 à 25)

Principaux inducteurs de performance

Les principaux inducteurs de performance suivants sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Part de marché

Être le chef de file dans toutes les provinces canadiennes et élargir la part de marché en Ontario, au Canada et en Europe.

Croissance des revenus

Faire croître les revenus de plus de 5 %, exception faite des acquisitions.

Marge

Obtenir des marges supérieures à 5 %.

Capacité de réaliser les objectifs

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs.

Nos ressources financières comprennent :

Encaisse

Nous comptons sur de solides soldes d'encaisse non détenus en fiducie ou autrement réservés, soit 214,9 millions de dollars au 31 octobre 2006. De plus, nos efforts soutenus visant à réduire les dépenses et à augmenter nos marges devraient contribuer à maintenir ces soldes à des niveaux sains, et ce, tout en considérant l'utilisation possible des soldes d'encaisse aux fins d'acquisitions d'entreprises.

Nos ressources non financières comprennent :

Marque

La société a pris les mesures nécessaires, dont l'utilisation d'un logo commun et d'une plateforme intégrée de marque, pour créer une image de marque distincte, solide et visible à l'échelle de ses principales entreprises dans le but d'optimiser la notoriété auprès des clients dans les marchés du commerce interentreprises (B2B) et du commerce grand public (B2C), de tirer pleinement parti de la contribution de toutes ses entreprises et de créer de la valeur.

Structure

Notre structure intégrée verticalement nous permet d'assurer un meilleur contrôle de la qualité de nos produits et services.

Ressources humaines

Au cours des dernières années, nous avons intensifié nos efforts visant la création d'une culture d'entreprise unifiée, fondée sur une vision claire et des valeurs communes. Grâce à ces efforts, nos employés travaillent en équipe et sont engagés à assurer la satisfaction globale de nos clients et à participer à l'amélioration de l'efficacité de la société. En outre, nous croyons que la société bénéficie d'un solide leadership, puisque ses fondateurs sont toujours à la barre et font profiter la société de leur savoir-faire.

Relations avec les fournisseurs

Nous avons un accès exclusif à certains hôtels dans des destinations soleil et entretenons depuis près de 20 ans des relations privilégiées avec de nombreux hôtels dans ces destinations et en Europe.

Transat dispose des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en 2007 et continuer de tirer parti de ses stratégies à long terme.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

Acquisitions

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats des entreprises acquises ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective, sauf mention contraire.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a acquis, par l'intermédiaire de Travel Superstore Inc. les actifs de six agences de voyages pour une contrepartie totale de 1,1 million de dollars. Un montant de 0,5 million de dollars a été versé au comptant aux dates d'acquisition, et le solde de 0,6 million de dollars est payable en versements répartis sur des périodes variant de trois à cinq ans.

Le 1^{er} décembre 2005, la société a acquis les actifs de vingt agences de voyages du réseau de Carlson Wagonlit Travel en France pour une contrepartie au comptant de 3,1 millions d'euros (4,3 millions de dollars). Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter du 1^{er} janvier 2006.

Le 1^{er} mai 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du réseau d'agences de voyages canadien Thomas Cook Travel Limited («TCT») pour une contrepartie au comptant de 8,3 millions de dollars. TCT exploite un réseau de 67 agences détenues en propre et 124 agences franchisées, exploitées sous les bannières Thomas Cook et Marlin Travel. TCT exploite également des bureaux de change dans 22 de ses agences.

Le 1^{er} août 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du voyageur britannique The Airline Seat Company, qui opère sous la marque Canadian Air, pour une contrepartie au comptant de 20,7 millions de livres sterling (43,7 millions de dollars).

Par suite de ces opérations, l'écart d'acquisition au bilan a augmenté de 26,9 millions de dollars. La note 17 afférente aux états financiers consolidés vérifiés présente la répartition du prix d'achat des sociétés acquises.

(suite à la p.26)

Objectifs 2006

Accroître la compétitivité de Transat sur les marchés canadien et européen.

Nous entendons affiner la segmentation de notre clientèle et nous assurer que nos voyageurs développent et mettent en œuvre des approches de commercialisation distinctes et adaptées, alignées sur le marché. Dans le même esprit, nous voulons perfectionner notre système de distribution, qui repose sur les trois piliers que sont les agences de voyages, les applications entre les voyageurs et leur réseau de détaillants (B2B) et la distribution en ligne (B2C). Enfin, nous continuerons l'intégration de certaines activités de nos voyageurs, en France et au Canada, afin de réduire les coûts, entre autres par l'incidence des synergies.

Poursuivre le développement de notre «nouvelle» base en France.

Chez Look Voyages, nous entendons atteindre la rentabilité à partir de la deuxième moitié de 2006. Ayant maintenant concrétisé notre virage vers le forfait, nous redéfinirons le concept «Clubs Lookéa» et en établirons le plan stratégique. Chez Vacances Transat (France), voyageur qui demeure fort à destination du Canada, mais qui est de plus en plus diversifié, nous poursuivrons notre développement en Europe continentale et sur le long-courrier, et améliorerons le ciblage de notre offre. En France, nous mobiliserons toute notre équipe et continuerons de construire sur la solide base que nous avons établie.

Augmenter notre envergure en pénétrant de nouveaux marchés.

Nous sommes déjà un voyageur expéditif majeur au Canada et en France. Nous avons l'intention, pour croître, de le devenir sur d'autres marchés, notamment en Europe et en Amérique du Nord. En 2006, nous examinerons des marchés comme celui du Royaume-Uni, qui est déjà important pour nous. Nous voulons également compléter notre analyse du marché américain, dans le but d'y faire notre entrée en temps opportun.

Réalizations ou état de la situation au 31 octobre 2006

Au Canada, nous avons :

- Complété le partage des produits entre Nolitours et Vacances Transat et continué à capitaliser sur des stratégies de commercialisation propres à chaque marque.
 - Poursuivi nos efforts visant à établir solidement la marque Nolitours auprès du grand public.
 - Décidé de concentrer Nolitours sur le Sud; les produits Europe seront désormais commercialisés à 100 % par Vacances Transat.
 - Implanté les billets et les documents de voyage électroniques.
 - Implanté avec succès une plateforme «B2B» complète pour la vente de vols et de forfaits.
 - Amélioré notre efficacité en regroupant les ventes et le marketing de Vacances Transat et Nolitours.
 - Augmenté nos ventes directes, surtout en ligne; et innové avec la mise en place des sites Club Voyages, dans le contexte d'un système de distribution multi canaux.
 - Acquis 191 agences de voyages, dont 81 en Ontario.
 - Augmenté notre part de marché en Ontario dans le segment des forfaits à destination du Mexique et des Caraïbes pendant la saison d'hiver.
-
- La réalisation majeure est l'acquisition de Canadian Affair, au coût total de 43,7 millions de dollars, faisant de Transat un voyageur expéditif établi au Royaume-Uni. Cette acquisition permet une évolution considérable de notre dispositif de vente au Royaume-Uni, où nous disposons maintenant d'un système de distribution multi canaux qui augmente notre portée.

Objectifs 2007

En France, nous avons :

- Atteint la rentabilité chez Look Voyages, qui a par ailleurs enregistré une augmentation substantielle de ses ventes.
- Augmenté nos ventes directes et mis en ligne un nouveau site Web spécialisé sur le Canada (canadavision.fr).
- Complété l'intégration de Bennett Voyages, Brokair et Vacances Transat (France), avec la mise en commun des achats, des services d'arrière-guichet et certains échanges technologiques.
- Raffermi la place de Vacances Transat (France) sur le segment du long-courrier, avec des produits offerts sur plusieurs continents.

Accroître notre compétitivité au Canada.

Au Canada, où la concurrence demeure très vive, nous entendons continuer d'augmenter notre part de marché en Ontario, et la maintenir ou l'augmenter ailleurs. Pour ce faire, nous augmentons notre capacité; nous ajoutons de nouvelles destinations; nous continuons d'améliorer la portée d'un réseau de distribution qui associe de mieux en mieux tous les canaux que commande le marché; nous poursuivons nos efforts de réduction des coûts et de maximisation des revenus, notamment entre le Canada et le Royaume-Uni. De plus, nous préparons la prochaine phase de l'évolution de notre flotte aérienne, dont la structure demeure un paramètre majeur de notre compétitivité.

Accroître notre compétitivité et accélérer notre croissance en Europe.

Nous mettrons au point un nouveau plan d'expansion européen, axé sur la croissance de nos activités de voyageur et de distribution, basé sur la croissance interne et possiblement sur des acquisitions. Nous nous concentrerons sur (i) l'expansion d'un système de distribution multi canaux qui combine diverses stratégies de distribution y compris la vente directe; (ii) l'élargissement du réseau d'Air Transat; (iii) l'optimisation des processus à des fins de réduction de coûts de nos activités européennes; et bien entendu sur (iv) l'intégration opérationnelle et commerciale de Canadian Air et l'augmentation de notre part de marché entre le Canada et le Royaume-Uni.

- Nous avons poursuivi intensivement notre travail de prospection du marché américain. Nous accordons notamment de l'importance à la complémentarité des activités, la qualité de l'équipe de direction, la performance financière.

Pénétrer de nouveaux marchés expéditifs.

Après nous être établis sur le marché britannique en 2006, nous continuons d'étudier et de prospecter très activement le marché américain, en vue de nous y établir comme voyageur expéditif. Nous procéderons par acquisition, dans la mesure où les paramètres que nous avons déterminés seront satisfaits.

Pousser l'intégration verticale à destination.

Nous entendons nous investir davantage à destination grâce à des partenariats ou à des acquisitions, dans le domaine hôtelier et dans celui des voyageurs réceptifs.

- Nous avons poursuivi activement notre recherche de partenaires hôteliers. Les marchés que nous visons au premier chef sont le Mexique, la République dominicaine, les Caraïbes et l'Amérique latine.

Créer un environnement qui permette l'acquisition, le développement et le partage en continu des compétences.

Nous nous donnerons de meilleurs moyens d'identifier, de promouvoir et de fidéliser les gens de talent, de sorte à avoir une équipe forte, riche de sa diversité, capable de prendre en main et d'assurer la pérennité de l'organisation. De plus, nous élaborerons des programmes de développement des employés à haut potentiel dans le cadre d'un plan de relève agressif.

- Toutes les filiales ont mis sur pied un comité responsable de la relève et du partage des compétences, conçu un plan de travail, et entrepris son exécution.

Planifier et commencer l'implantation de la nouvelle génération des systèmes d'information.

Nous mettrons au point un plan à long terme pour le développement de la prochaine génération des systèmes d'information qui sont au cœur de l'activité des voyageurs, et en commencerons l'implantation. Nous prévoyons entre autres initier la mise en œuvre d'un système centralisé pour la gestion des stocks de sièges, qui sera intégré aux systèmes opérationnels d'Air Transat. En outre, nous mettrons la dernière main aux applications interentreprises (B2B) et aux systèmes de vente en ligne (B2C) que nous privilégions, aussi bien au Canada qu'en France. Enfin, nous ferons évoluer les systèmes d'information de notre voyageur réceptif canadien, notamment au chapitre des fonctionnalités multilingues et de la connectivité avec les clients et les fournisseurs.

- Au Canada, nous avons implanté des plateformes Internet «B2B» («Agent Direct» Nolitours et Vacances Transat) et «B2C» (Club Voyages). En France, des développements semblables sont survenus, y compris avec la mise sur pied du site canadavision.fr.
- Nous avons progressé dans la sélection d'un nouvel outil pour la gestion des stocks de sièges et des forfaits.

Objectifs 2007

- Nous avons mis sur pied Transat Destination, une organisation qui chapeaute Trafic Tours (Mexique) et Turissimo (République dominicaine).

Capitaliser davantage sur l'intégration verticale à destination.

Cet effort prendra trois formes : (i) accroître les ventes hors Transat de nos voyageurs réceptifs et de nos entreprises de services à destination; (ii) rechercher des cibles d'acquisition dans le domaine réceptif; (iii) rechercher des cibles d'acquisition ou des partenariats dans le domaine hôtelier, dans nos principaux marchés Sud, afin d'assurer une partie de notre approvisionnement en chambres et de profiter du rendement économique de cette dimension de notre industrie.

Implanter une culture et des processus centrés sur la gestion du savoir en vue de soutenir la croissance et la pérennité de l'organisation.

Reconnaissant le caractère vital de la contribution humaine dans l'accomplissement de notre mission et la nécessité, dans un contexte de croissance, d'anticiper nos besoins, (i) nous enrichissons nos programmes de formation et de développement; (ii) nous verrons à ce que toutes nos filiales développent ou raffinent leur plan de relève, y compris par l'entremise d'un programme de développement des employés à haut potentiel.

- Chez Jonview Canada, les projets informatiques prévus ont été complétés et ont permis une connectivité accrue. Le nombre de liens de système à système avec des clients a doublé et une cinquantaine de projets de branchement sont en cours.

Mettre au point et implanter une infrastructure intégrée de gestion de l'information qui soutienne le développement et contribue activement à une croissance rentable.

En tenant compte des particularités géographiques, nous allons poursuivre le développement de nos plateformes interentreprises (B2B) et grand public (B2C) en ajoutant de nouvelles fonctions permettant la vente de plus de produits et une gestion affinée des prix, de façon à accroître l'ampleur et la flexibilité de notre offre. En outre, nous (i) poursuivons plus activement la mise en commun des actifs, des investissements et des ressources entre nos unités d'affaires, en vue soit d'une mise à niveau, d'une harmonisation accrue ou de réductions de coûts; (ii) nous poursuivons le plan visant à nous doter d'un système centralisé de gestion de sièges qui soit plus performant; (iii) et nous implanterons de nouveaux outils d'analyse et d'aide à la décision qui permettront des réactions encore plus rapides.

Secteurs géographiques

Revenus

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Revenus par secteur géographique

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	2006 \$	2005 \$	2004 \$	Variation	
				2006 %	2005 %
Amérique du Nord	2 059 611	1 896 487	1 673 530	8,6	13,3
Europe	544 135	467 994	526 292	16,3	(11,1)
Total	2 603 746	2 364 481	2 199 822	10,1	7,5

L'augmentation globale de nos revenus tient à une croissance de 8,6 % des revenus en Amérique du Nord et à une croissance des revenus tirés des activités européennes de 16,3 %. Les termes «voyageurs» et «passagers» seront utilisés dans le rapport de gestion pour expliquer ces augmentations et diminutions. En fait, les voyageurs comptabilisent les voyageurs en aller-retour, et les lignes aériennes comptabilisent les segments de vol en passagers. L'augmentation du nombre de voyageurs de 8,9 % comparativement à 2005 est le principal facteur expliquant la hausse des revenus. Cette augmentation est le résultat d'une progression de 7,3 % du nombre de voyageurs en Amérique du Nord et de 17,6 % en Europe, excluant les voyageurs de Canadian Air. L'acquisition récente de Canadian Air a contribué à augmenter les revenus de l'Europe de 13,2 % comparativement à 2005. La hausse des revenus tirés des activités européennes a également été freinée par la vigueur du dollar par rapport à l'euro.

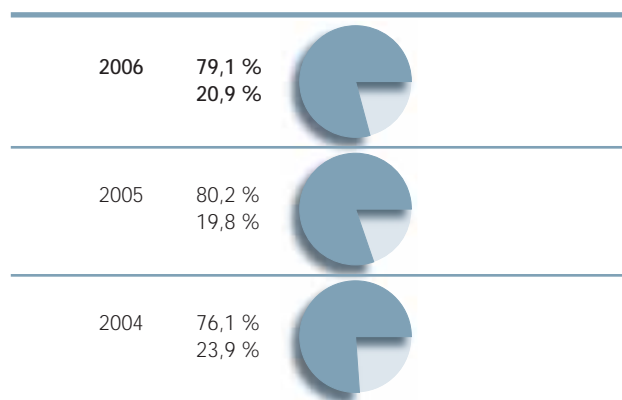
Nous prévoyons que le nombre total de voyageurs en 2007 devrait être supérieur à celui de 2006. Considérant la hausse des volumes et les acquisitions récentes, nous prévoyons également une croissance des revenus par rapport à 2006.

Dépenses d'exploitation

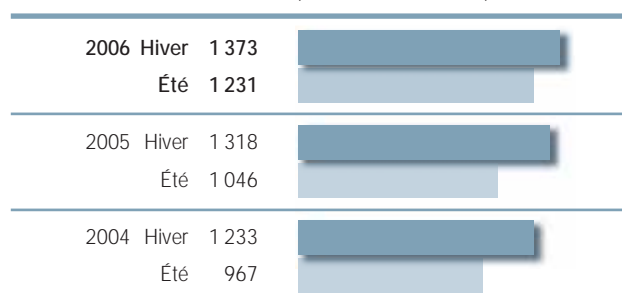
Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, les salaires et avantages sociaux, le carburant d'aéronefs, les commissions, l'entretien d'aéronefs, les frais d'aéroports et de navigation et les loyers d'aéronefs.

La hausse globale de nos dépenses d'exploitation est attribuable à une augmentation des dépenses d'exploitation, de 9,2 % en Amérique du Nord et de 14,8 % en Europe. Ces variations résultent

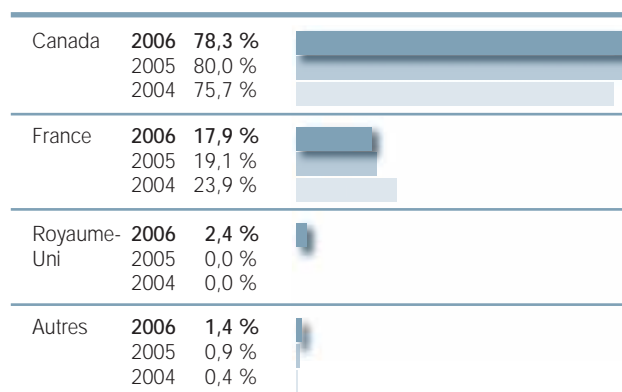
Revenus par secteur géographique



Revenus par saison
Amérique du Nord et Europe
(En millions de dollars)



Sources de revenus



principalement de l'intensification des activités commerciales, tant en Amérique du Nord qu'en Europe, de la hausse des prix du carburant et de l'incidence de nos acquisitions d'entreprises depuis 2005. Malgré ces augmentations, les dépenses en proportion des revenus sont demeurées relativement stables à 95,1 % comparativement à 94,9 % en 2005.

Près de 30 % de nos dépenses d'exploitation doivent être réglées en dollars américains. Cependant, nous n'avons pas pleinement profité du raffermissement du dollar canadien à cause de notre programme de couverture.

Les coûts directs comprennent le coût des différents éléments constitutifs d'un voyage qui seront ensuite vendus au consommateur par les agences de voyages. Ces coûts sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtel ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. En 2006, ces coûts ont représenté 50,2 % de nos revenus, en hausse comparativement à 49,4 % en 2005. Les augmentations en dollars découlent de la hausse de nos coûts de sièges, causée entre autres par la hausse des prix du carburant, par l'accroissement des activités commerciales et par l'augmentation des coûts de chambres d'hôtel.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 20,1 % comparativement à l'exercice 2005. Cette hausse est attribuable en partie à nos acquisitions d'entreprises depuis le 1^{er} novembre 2004 et à l'intensification des activités commerciales.

La dépense en carburant d'aéronefs a augmenté de 24,2 % au cours de l'exercice, soit près de 48,3 millions de dollars. Cette augmentation est principalement due aux prix du carburant, qui ont été très élevés pendant l'exercice.

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La diminution de 5,8 % des commissions découle principalement de la diminution des taux de commission en Amérique du Nord.

Les coûts d'entretien d'aéronefs se rapportent principalement aux frais engagés par Air Transat pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Ces dépenses ont diminué de 11,6 % comparativement à 2005 et ce malgré la hausse de nos activités. Cette baisse s'explique entre autres par la vigueur du dollar vis-à-vis la devise américaine et par la très bonne performance et la fiabilité de nos aéronefs.

Les frais d'aéroports et de navigation se rapportent principalement aux droits exigés par les aéroports. L'augmentation de 5,7 % en regard de l'exercice précédent est le résultat de l'intensification des activités commerciales, combinée à la hausse des droits d'atterrissage imposée par plusieurs aéroports.

La diminution des loyers d'aéronefs est attribuable à la force du dollar par rapport à la devise américaine.

Les autres frais ont augmenté de 7,2 % en regard de 2005 mais sont demeurés stable en pourcentage des revenus. L'augmentation provient principalement de l'accroissement de notre niveau d'activité.

Bien que nous poursuivons nos efforts afin de réduire et contrôler nos coûts, nous nous attendons à ce que nos dépenses d'exploitation totales augmentent en raison de l'accroissement des activités commerciales en 2007.

Dépenses d'exploitation

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

				En % des revenus			Variation	
	2006 \$	2005 \$	2004 \$	2006 %	2005 %	2004 %	2006 %	2005 %
Coûts directs	1 307 732	1 168 612	1 075 861	50,2	49,4	48,9	11,9	8,6
Salaires et avantages sociaux	290 385	241 776	227 626	11,1	10,2	10,4	20,1	6,2
Carburant d'aéronefs	247 697	199 376	128 112	9,5	8,4	5,8	24,2	55,6
Commissions	171 116	181 587	179 873	6,6	7,7	8,2	(5,8)	1,0
Entretien d'aéronefs	81 150	91 778	88 684	3,1	3,9	4,0	(11,6)	3,5
Frais d'aéroports et de navigation	71 833	67 937	59 379	2,8	2,9	2,7	5,7	14,4
Loyer d'aéronefs	48 870	52 064	59 640	1,9	2,2	2,7	(6,1)	(12,7)
Autres	258 019	240 720	216 892	9,9	10,2	9,9	7,2	11,0
Total	2 476 802	2 243 850	2 036 067	95,1	94,9	92,6	10,4	10,2

Amérique du Nord

Saison d'hiver

En Amérique du Nord, les revenus ont augmenté de 6,0 % pendant la saison hivernale de 2006, en regard de la saison correspondante de 2005. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse de 4,3 % du nombre de voyageurs par rapport à la même période de 2005. La saison hivernale a encore une fois été marquée par une vive concurrence.

Pour la saison d'hiver 2006, notre marge a diminué, pour s'établir à 7,2 % par rapport à 7,7 % pour la saison correspondante de 2005. Les pressions sur les prix de vente combinée à l'augmentation du prix du carburant ont contribué à compresser nos marges au cours de la saison d'hiver 2006.

Pendant la saison d'hiver 2006, Air Transat a desservi une quarantaine de destinations dans 18 pays, surtout dans le Sud ou d'autres destinations soleil. En été, Air Transat déplace la plus grande partie de sa capacité vers l'Europe, tout en maintenant des liaisons avec le Sud. En 2006, Air Transat a effectué des vols directs vers une trentaine de villes dans 10 pays d'Europe.

Saison d'été

Au cours de la saison estivale, les revenus se sont accrus de 12,3 %. Cette augmentation résulte principalement d'une augmentation du nombre de voyageurs de 13,5 %. L'acquisition de Thomas Cook Travel Limited le 1^{er} mai 2006 explique également une portion de la hausse des revenus. La concurrence,

notamment entre le Canada et le Royaume-Uni est demeurée vive. Tant les destinations soleil que les destinations européennes ont connu des hausses du nombre de voyageurs au cours de la saison. Il faut cependant se souvenir que la saison estivale 2005 avait été marquée par plusieurs ouragans.

Tout comme pour la saison hivernale, les prix du carburant, très élevés, ont continué d'éroder notre marge. Celle-ci est passée de 4,3 % en 2005 à 3,8 % en 2006.

Europe

Saison d'hiver

En Europe, les revenus et les dépenses ont augmenté en euros, mais diminué en dollar canadien pendant la saison d'hiver 2006, comparativement à la saison correspondante de 2005. La vigueur du dollar par rapport à l'euro a d'ailleurs contribué à freiner la hausse des revenus et des dépenses tout au long de la saison. En outre, nous avons dû baisser nos prix de vente à destination de Cancun, après que l'ouragan Wilma ait fait chuter la demande pour cette région en début de saison. En excluant les passagers acheteurs de vols secs de Look Voyages, l'augmentation du nombre de voyageurs pour la saison hivernale s'est élevée à 25,8 %.

Nous avons affiché une marge négative de 2,7 millions de dollars par rapport à une marge négative de 5,9 millions de dollars en 2005. L'amélioration aurait été plus sensible n'eut été des conséquences de l'ouragan Wilma.

Amérique du Nord — résultats hiver et été

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	Hiver			Variation		Été			Variation	
	2006 \$	2005 \$	2004 \$	2006 %	2005 %	2006 \$	2005 \$	2004 \$	2006 %	2005 %
Revenus	1 178 532	1 111 924	993 373	6,0	11,9	881 079	784 563	680 157	12,3	15,4
Dépenses d'exploitation	1 093 342	1 026 033	884 185	6,6	16,0	847 474	750 778	611 786	12,9	22,7
Marge	85 190	85 891	109 188	(0,8)	(21,3)	33 605	33 785	68 371	(0,5)	(50,6)
Marge (%)	7,2	7,7	11,0	(6,5)	(30,0)	3,8	4,3	10,1	(11,6)	(57,4)

Europe — résultats hiver et été

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	Hiver			Variation		Été			Variation	
	2006 \$	2005 \$	2004 \$	2006 %	2005 %	2006 \$	2005 \$	2004 \$	2006 %	2005 %
Revenus	194 613	205 760	240 051	(5,4)	(14,3)	349 522	262 234	286 241	33,3	(8,4)
Dépenses d'exploitation	197 286	211 614	252 953	(6,8)	(16,3)	338 700	255 425	287 143	32,6	(11,0)
Marge	(2 673)	(5 854)	(12 902)	54,3	54,6	10 822	6 809	(902)	58,9	854,9
Marge (%)	(1,4)	(2,8)	(5,4)	50,0	48,1	3,1	2,6	(0,3)	19,2	966,7

Saison d'été

Pour la saison estivale, les revenus ont augmenté de 33,3 %. Cette augmentation découle principalement de la comptabilisation, à partir du 1^{er} août 2006, des revenus de la société The Airline Seat Company (Canadian Affair). Excluant les revenus de Canadian Affair, les revenus provenant de nos sociétés européennes ont augmenté de 10,0 % alors que le nombre de voyageurs augmentait de 12,9 %. Tout comme pour la saison d'hiver, la vigueur du dollar par rapport à l'euro a contribué à freiner la hausse des revenus et des dépenses.

C'est le retour à la rentabilité de Look Voyages qui a principalement contribué à l'amélioration de la marge réalisée en Europe. L'acquisition récente de Canadian Affair et la bonne performance des autres filiales européennes sont aussi à l'origine de cette amélioration. Toutefois, la force du dollar face à l'euro, comparativement à la même saison en 2005, a atténué la rentabilité des activités européennes.

Autres dépenses et revenus

L'amortissement est calculé sur les immobilisations corporelles, les actifs incorporels amortissables, les avantages incitatifs reportés et les autres actifs, constitués principalement de frais de mise en exploitation.

Amortissement

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	2006 \$	2005 \$	2004 \$	Variation	
				2006 %	2005 %
Amortissement	39 360	37 558	33 027	4,8	13,7

L'amortissement a augmenté de 4,8 %. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions d'immobilisations corporelles effectuées pendant l'exercice.

Coûts de restructuration (2004)

En juillet 2004, nous avons dévoilé un plan visant à repositionner Look Voyages et à poursuivre nos efforts pour la ramener à la rentabilité. Le plan prévoyait l'abandon de certaines opérations jugées non stratégiques, à savoir le marketing et la vente de billets d'avion pour les vols secs. En vertu de ce plan, Look Voyages intensifie le développement des activités de forfaits voyages et accroît l'utilisation

des technologies Internet pour stimuler les ventes auprès des agences de voyages et du grand public, environ 90 emplois ont été supprimés, et Transat a comptabilisé des coûts de restructuration de 11,4 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2004. Ce montant comprenait des charges au comptant totalisant 8,3 millions de dollars et une radiation de valeur d'actifs de 3,0 millions de dollars. En 2004, nous prévoyions que le plan devait entraîner une réduction de 50 % des pertes de Look Voyages pour l'exercice 2005 et que Look Voyages renouerait avec la rentabilité vers la fin de l'exercice 2006. Ces deux objectifs ont été dépassés.

En 2005, la revue de l'application des mesures mises en œuvre au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 a entraîné un renversement de la provision de 0,9 million de dollars. Le renversement de la provision s'explique principalement par des frais de reclassement et de formation d'employés, tel que le requièrent les autorités françaises, et des frais de négociation liés à la résiliation de contrats moins élevés que prévu et à des départs d'employés qui sont survenus plus tôt que prévu. Il n'y a plus aucun coût supplémentaire prévu lié à ce plan.

Coûts de restructuration (2003)

En 2003, nous nous sommes engagés à réduire nos coûts, à développer notre efficacité opérationnelle et à nous assurer que tout produit ou service qui ne donnerait pas les résultats ciblés ferait l'objet de mesures de redressement ou serait éliminé. En conséquence, nous avons élaboré un programme de restructuration au cours du deuxième trimestre de 2003. Ce programme comprenait une modification de la structure de gestion et une réorganisation qui touchaient la nature même des activités de la société en France et au Canada. La guerre en Irak et le SRAS, qui ont pesé sur la demande, ont précipité la nécessité d'un tel programme de restructuration. Ces événements ont en outre eu une incidence importante sur la composition de notre flotte.

Le programme de restructuration de 2003 a été en grande partie réalisé. Il n'y a plus aucun coût supplémentaire prévu lié à ce plan. Nous prévoyons effectuer les derniers débours liés à ce programme, qui s'élèvent au 31 octobre 2006 à moins 0,9 million de dollars, au cours de l'exercice 2008.

Intérêts

Frais et revenus d'intérêts

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	2006 \$	2005 \$	2004 \$	Variation	
				2006 %	2005 %
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	7 264	10 815	7 712	(32,8)	40,2
Autres frais d'intérêts et frais financiers	1 484	1 708	1 907	(13,1)	(10,4)
Revenus d'intérêts	(15 706)	(12 963)	(11 307)	21,2	14,6

Intérêts sur la dette à long terme et les débetures

La diminution par rapport à 2005 est principalement attribuable aux économies d'intérêts résultant du rachat le 1^{er} novembre 2005 d'une débeture au montant de 10,0 millions de dollars et par le rachat par anticipation le 10 janvier 2005 de débetures au montant de 21,9 millions de dollars. Ce dernier rachat avait entraîné une charge non monétaire de 1,7 million de dollars attribuable à la différence entre la valeur nominale de l'obligation et sa valeur comptable à ce moment et une pénalité d'intérêt de 0,8 million de dollars.

Autres frais d'intérêts et frais financiers

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers sont demeurés relativement stables au cours de l'exercice comparativement à ceux de l'exercice précédent. Nous ne prévoyons pas que les frais en 2007 varieront de façon importante par rapport à ceux de 2006.

Revenus d'intérêts

La progression des revenus d'intérêts résulte principalement de la hausse des taux d'intérêt. Nous nous attendons à ce que nos revenus d'intérêts demeurent stables en 2007.

Gain de change sur les éléments monétaires à long terme

Pour l'exercice, la société a constaté un gain de change sur les éléments monétaires à long terme. Ce gain est attribuable au dollar canadien, qui a continué à prendre de la vigueur par rapport à la devise américaine au cours du présent exercice. Un dollar canadien vigoureux réduit la valeur de nos actifs et passifs monétaires à long terme. L'incidence favorable des taux de change sur notre endettement explique principalement le gain de change sur les éléments monétaires à long terme.

Gain sur disposition de placement

En juin 2005, nous avons conclu une entente qui a mené à la vente de notre participation de 44,27 % dans Star Airlines S.A. («Star»), au prix de 4,5 millions d'euros. Cette transaction a entraîné un gain sur disposition de 5,7 millions de dollars.

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la provision pour impôts sur les bénéfices a atteint 32,0 millions de dollars, en regard de 36,3 millions de dollars pour l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel s'est établi à 32,3 % pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 et à 39,1 % pour l'exercice précédent.

La baisse de notre taux d'imposition s'explique en partie par la radiation, en 2005, d'un montant de 5,6 millions de dollars d'actifs d'impôts futurs. Ce montant avait été enregistré en se fondant sur les pertes fiscales de nos activités françaises réalisées jusqu'au 31 juillet 2004 et pouvant être reportées. Cette radiation a été enregistrée à la suite de notre analyse, d'un point de vue comptable, des probabilités que nos pertes fiscales inutilisées liées à nos activités françaises puissent nous permettre de réaliser des économies d'impôts dans le futur. Cependant, abstraction faite de la radiation d'actifs d'impôts futurs, et si nous avons comptabilisé le recouvrement d'impôts sur les pertes de nos activités françaises, notre taux d'imposition réel pour l'exercice 2005 aurait été de 33,5 %.

Bénéfice net

En conséquence des éléments présentés à la section *Activités consolidées* du présent rapport de gestion, notre bénéfice net s'est établi à 65,8 millions de dollars, soit 1,88 \$ par action, pour l'exercice, comparativement à un bénéfice net de 55,4 millions de dollars, soit 1,43 \$ par action, pour l'exercice 2005. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 34 907 000 pour l'exercice écoulé et de 37 863 000 pour l'exercice 2005.

Le résultat dilué par action a atteint 1,85 \$ par action pour l'exercice, comparativement à 1,33 \$ par action pour l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions rajusté utilisé pour calculer le résultat dilué par action s'est élevé à 35 660 000 pour l'exercice écoulé et à 41 684 000 pour 2005. La diminution importante du nombre moyen pondéré d'actions en 2006 résulte principalement du rachat d'actions du 3 janvier 2006.

En excluant le renversement des charges de restructuration et le gain sur disposition de notre placement dans Star, le bénéfice net s'est établi en 2005 à 48,7 millions de dollars ou 1,17 \$ par action pleinement dilué. (Voir la note 13 afférente aux états financiers consolidés vérifiés.)

Principales informations financières trimestrielles non vérifiées

Dans l'ensemble, les revenus pour 2006 ont augmenté par rapport à 2005, principalement en raison d'une progression du nombre des voyageurs et des acquisitions effectuées depuis l'exercice 2005.

Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours des trimestres de 2006 en regard de 2005. De façon générale, elles ont souffert tout au long de l'exercice de la flambée des prix du carburant et de l'effet de la concurrence sur les prix de vente.

Principales informations financières trimestrielles non vérifiées

(En milliers de dollars, sauf les montants par action)

	T1		T2		T3		T4	
	2006 \$	2005 \$	2006 \$	2005 \$	2006 \$	2005 \$	2006 \$	2005 \$
Revenus	581 576	588 740	791 569	728 944	611 107	552 897	619 494	493 900
Marge	14 030	13 833	68 487	66 204	15 606	17 214	28 821	23 380
Bénéfice net (perte nette)	5 168	(1 800)	42 845	38 400	4 205	794	13 552	18 022
Bénéfice (perte) par action	0,14	(0,08)	1,27	1,05	0,12	0,02	0,40	0,45
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	0,13	(0,08)	1,24	0,91	0,12	0,02	0,39	0,44

Revenus par trimestre (En millions de dollars)

T1	2006	581	
	2005	589	
	2004	537	
T2	2006	792	
	2005	729	
	2004	696	
T3	2006	611	
	2005	552	
	2004	499	
T4	2006	619	
	2005	494	
	2004	467	

Faits saillants du quatrième trimestre

Au quatrième trimestre, nous avons affiché des revenus de 619,5 millions de dollars, en regard de 493,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 125,6 millions de dollars, ou 25,4 %. Cette augmentation est principalement attribuable aux revenus générés par Canadian Affair et à l'augmentation des revenus de nos voyageurs canadiens.

Nous avons enregistré une marge de 28,8 millions de dollars, soit 4,7 %, pour le trimestre, en regard de 23,4 millions de dollars, soit 4,7 %, en 2005.

Le bénéfice net du trimestre s'est établi à 13,6 millions de dollars, soit 0,39 \$ par action sur une base diluée, comparativement à 18,0 millions de dollars, soit 0,44 \$ l'action sur une base diluée pour la même période en 2005. Déduction faite du renversement de certaines charges de restructuration et du gain sur disposition du placement dans Star, le bénéfice net trimestriel de 2005 s'est élevé à 11,3 millions de dollars, soit 0,28 \$ par action sur une base diluée.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 octobre 2006, les espèces et quasi-espèces s'établissaient à 214,9 millions de dollars, comparativement à 293,5 millions de dollars en 2005. Les espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées se chiffraient à 203,6 millions de dollars à la fin de l'exercice 2006 comparativement à 182,3 millions de dollars en 2005. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 97,6 millions de dollars, soit un ratio de 1,2, en regard d'un fonds de roulement de 225,8 millions de dollars en 2005, soit un ratio de 1,6. Nous avons aussi accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,8 millions d'euros (16,9 millions de dollars).

L'actif total a augmenté de 9,7 millions de dollars, soit 1,0 %, passant de 949,5 millions de dollars au 31 octobre 2005 à 959,2 millions de dollars. L'avoire des actionnaires a diminué de 66,3 millions de dollars, soit de 362,3 millions de dollars au 31 octobre 2005 à 296,0 millions de dollars au 31 octobre 2006. Cette diminution découle principalement des rachats d'actions effectués au cours de l'exercice, qui totalisent 132,4 millions de dollars, compensés par le bénéfice net de l'exercice, de 65,8 millions de dollars.

Activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 113,3 millions de dollars, soit 39,1 millions de dollars de plus qu'en 2005. Cette augmentation provient de l'amélioration de notre bénéfice net au cours de l'exercice et du fait que ce dernier a demandé moins d'ajustements concer-

nant des éléments n'ayant pas entraîné d'entrées de fonds. Ces éléments incluaient, en 2005, un gain sur disposition de placement et un montant d'impôts futurs plus élevé qu'en 2006. De plus, la variation nette des soldes du fonds de roulement liée à l'exploitation de l'exercice 2006 a été favorable comparativement à celle de 2005, et ce, principalement à cause de soldes de créditeurs et charges à payer et d'impôts à payer supérieurs à ceux de 2005.

Nous nous attendons à continuer de tirer des flux de trésorerie positifs de nos activités d'exploitation en 2007.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés à des fins d'investissement au cours de l'exercice ont diminué de 1,0 million de dollars pour se situer à 42,2 millions de dollars, comparativement à 43,2 millions de dollars en 2005. Au cours de l'exercice, la société a déboursé 47,6 millions de dollars de plus qu'en 2005 pour effectuer des acquisitions d'entreprises. Ce montant a cependant été compensé par les espèces et quasi-espèces des entreprises acquises, qui ont été supérieures de 40,2 millions de dollars à celles des entreprises acquises en 2005. Par rapport à 2005, la variation nette des espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées a été favorable. Finalement, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont été moins importantes que prévu et inférieures de 4,8 millions de dollars à celles de l'exercice précédent. En 2007, les acquisitions d'immobilisations corporelles devraient se situer dans une fourchette de 30,0 millions de dollars à 35,0 millions de dollars.

Flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	2006 \$	2005 \$	2004 \$	Variation	
				2006 %	2005 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	113 279	74 156	184 321	52,8	(59,8)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(42 173)	(43 190)	(84 475)	2,4	48,9
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(152 046)	(44 091)	(35 359)	(244,8)	(24,7)
Incidence des fluctuations de taux de change sur les espèces et quasi-espèces	2 332	(4 255)	3 436	154,8	(223,8)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(78 608)	(17 380)	67 923	(352,2)	(125,6)

Le tableau ci-dessus présente un résumé des flux de trésorerie et doit être lu avec les états consolidés des flux de trésorerie vérifiés.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés à même les activités de financement ont été de 152,0 millions de dollars pour l'exercice, en hausse de 108,0 millions de dollars par rapport à 2005. Cette hausse résulte principalement des rachats d'actions effectués au cours de l'exercice. Ces rachats ont été plus importants qu'en 2005, soit 109,9 millions de dollars de plus.

Ententes hors bilan et obligations contractuelles

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés de l'exercice. Ces obligations s'élevaient à 87,4 millions de dollars au 31 octobre 2006 (106,8 millions de dollars en 2005). Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties (voir les notes 9 et 22 afférentes aux états financiers consolidés vérifiés)
- Contrats de location-exploitation (voir la note 21 afférente aux états financiers consolidés vérifiés)
- Ententes avec des fournisseurs (voir la note 21 afférente aux états financiers consolidés vérifiés)

La dette hors bilan qui peut être estimée s'élevait à environ 550,8 millions de dollars au 31 octobre 2006 (520,0 millions de dollars en 2005) et se détaille comme suit :

(En milliers de dollars)	2006 \$	2005 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables (notes 9 et 22)	5 751	17 238
Contrats de cautionnement (note 22)	780	1 260
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location- exploitation (note 21)	313 806	338 115
Ententes avec des fournisseurs (note 21)	230 418	163 377
Total	550 755	519 990

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir. Les ententes avec des fournisseurs sont négociées afin de réserver des chambres d'hôtel, des blocs de sièges ainsi que des vols.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

Obligations contractuelles — paiements échus par période

Exercices se terminant les 31 octobre (en milliers de dollars)

	2007 \$	2008 \$	2009 \$	2010 \$	2011 \$	2012 et par la suite \$	Total \$
Débitures	—	—	3 156	—	—	—	3 156
Dette à long terme	26 885	57 363	—	—	—	—	84 248
Contrats de location-exploitation (aéronefs)	63 537	60 438	44 040	24 901	12 242	1 054	206 212
Contrats de location-exploitation (divers)	19 028	14 109	10 702	6 454	3 194	54 107	107 594
Ententes avec des fournisseurs	165 629	41 884	20 973	966	966	—	230 418
Total	275 079	173 794	78 871	32 321	16 402	55 161	631 628

Le tableau ci-dessus présente un résumé des obligations et des engagements de la société liés aux paiements futurs en vertu de contrats, dont les dettes à long terme, les contrats de location-exploitation, les débiteurs et les ententes avec des fournisseurs. Pour des renseignements supplémentaires, se reporter aux notes 10, 11 et 21 afférentes aux états financiers consolidés vérifiés.

AUTRES

Offre publique de rachat

Le 14 novembre 2005, la société a annoncé une offre de rachat de ses actions à droit de vote variable de catégorie A et de ses actions à droit de vote de catégorie B aux fins d'annulation. Un nombre maximum de 7 142 857 actions, soit environ 18 % des 40 156 450 actions à droit de vote variable de catégorie A et actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation de la société pouvaient ainsi être rachetées à un prix d'au moins 17,50 \$ par action et d'au plus 20,00 \$ par action pour totaliser au plus 125 millions de dollars. L'offre expirait le 22 décembre 2005.

Conformément à son offre de rachat, la société a racheté, le 3 janvier 2006, un total de 6 443 299 actions à droit de vote, composé de 1 780 797 actions à droit de vote variable de catégorie A et 4 662 502 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 125,0 millions de dollars.

Offre publique de rachat dans le cours normal des affaires

Le conseil d'administration de Transat a déposé le 7 juin 2006 un avis quant au renouvellement, pour une période de douze mois, de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, qui prenait fin le 14 juin 2006. Dans l'avis, la société a fait part de son intention d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à un maximum de 3 270 939 actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B de la société, lesquelles représentent 10 % des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B détenues dans le public. Au 2 juin 2006, il y avait un total de 33 768 158 actions à droit de vote variable de catégorie A et actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation.

Ce programme vise à permettre à la société d'acheter des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B dans le cours normal des affaires, au moment où la société estime que les actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B sont sous-évaluées par le marché.

Ces achats doivent être effectués par l'entremise de la Bourse de Toronto conformément à sa politique sur les offres publiques de rachat dans le cours normal des affaires. Le prix que la société paiera pour toute action à droit de vote variable de catégorie A ou à droit de vote de catégorie B sera le

cours au moment de l'acquisition plus les frais de courtage. Les achats ont commencé le 15 juin 2004 et prendront fin au plus tard le 14 juin 2007.

Au cours de l'exercice, 287 000 actions à droit de vote, composées d'actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B, ont été achetées à des fins d'annulation pour une contrepartie au comptant de 7,4 millions de dollars.

Dividende

Le 8 juin 2006, la société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé l'introduction d'un dividende trimestriel de 0,07 \$ par action à droit de vote de catégorie B et par action à droit de vote variable de catégorie A. Au cours de l'exercice la société a déclaré et versé des dividendes totalisant 4,7 millions de dollars.

Actions émises et en circulation

Au 31 octobre 2006, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 2 794 011 et à 30 853 586.

COMPTABILITÉ

Instruments financiers

Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée aux risques de variation des cours du change de certaines devises et à la variation des prix du carburant. Nous gérons ces risques en recourant à divers instruments financiers. La direction est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables et elle n'utilise les instruments financiers qu'aux fins de couverture des engagements ou obligations existants, et non pour dégager un profit sur des opérations de négociation.

Risque de crédit lié aux instruments financiers

Le risque théorique auquel est exposée la société en ce qui concerne les instruments financiers se limite au coût de remplacement des contrats aux cours du marché, dans l'éventualité d'un défaut de contrepartie. La direction est d'avis que le risque de crédit lié aux instruments financiers est adéquatement contrôlé, puisqu'elle conclut des contrats uniquement avec des institutions financières de grande envergure ayant des cotes de crédit appropriées.

Gestion du risque lié aux prix du carburant et du risque de change

La société a conclu des contrats à terme de carburant dont l'échéance est moins de deux ans, aux fins de gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Elle a également conclu des contrats de change à terme pour l'achat et la vente de devises, dont l'échéance est de moins de deux ans, aux fins de gestion du risque de change.

Risque de crédit

La société estime ne pas être soumise à une concentration importante du risque de crédit. Les espèces et quasi-espèces sont investies de façon diversifiée auprès de sociétés bénéficiant d'une cote de crédit de haute qualité. Les débiteurs proviennent généralement de la vente de vacances à forfait à des particuliers par l'entremise d'agences de voyages et de la vente de sièges à des voyageurs géographiquement dispersés.

Juste valeur des instruments financiers aux bilans

En raison de leur échéance à court terme, la valeur comptable des actifs et des passifs financiers à court terme présentée aux bilans consolidés est comparable à leur juste valeur.

En raison de leurs caractéristiques, la valeur comptable des dettes à long terme présentées aux bilans consolidés est comparable à leur juste valeur.

La juste valeur des débiteurs n'a pu être déterminée avec suffisamment de précision, compte tenu des caractéristiques qui leur sont propres.

La note 23 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, qu'on trouve dans le présent rapport annuel, contient davantage d'information sur les instruments financiers.

Opérations et soldes entre apparentés

Dans le cours normal de ses affaires, la société conclut des opérations avec des sociétés apparentées. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les apparentés. Les transactions et soldes avec des apparentés ne sont pas importants.

Estimations comptables critiques

La préparation des états financiers conformément aux PCGR exige que la direction fasse certaines estimations. Nous évaluons périodiquement ces estimations, qui sont fondées sur les expériences antérieures, les changements survenus dans le

secteur commercial et d'autres facteurs que nous, la direction, croyons raisonnables dans les circonstances. Nos estimations font appel à notre jugement, lequel se fonde sur les informations qui nous sont accessibles. Les résultats réels peuvent donc différer grandement de ces estimations.

Nous abordons sous les rubriques suivantes les estimations comptables critiques pour lesquelles notre société a dû formuler des hypothèses sur des questions incertaines au moment où les estimations ont été faites. Nos résultats, notre situation financière et notre situation de trésorerie pourraient grandement varier si nous avions utilisé des estimations différentes pendant la période écoulée ou si ces estimations étaient susceptibles de changer dans l'avenir.

Ces rubriques ne portent que sur les estimations que nous jugeons importantes en fonction du degré d'incertitude et de la vraisemblance de l'incidence marquée qu'elles pourraient avoir par rapport à d'autres. Nous utilisons des estimations dans de nombreux autres domaines pour traiter les questions incertaines.

Entretien des aéronefs – provision pour remise en état des moteurs et cellules

La société pourvoit aux coûts de remise en état des moteurs et cellules de ses aéronefs au moyen d'une estimation de l'ensemble de ces coûts futurs jusqu'à l'échéance des baux relatifs à ses aéronefs, ou pour la durée restante d'utilisation prévue de ses aéronefs lorsque détenus. Ces coûts sont répartis sur le nombre total de cycles des moteurs et le nombre total d'heures de vol des cellules prévus au cours de ces mêmes périodes. Ces coûts sont imputés aux résultats selon le nombre de cycles utilisés ou le nombre de mois écoulés au cours de l'exercice, au moyen d'une provision pour coûts futurs ou par amortissement des coûts de remise en état capitalisés selon le cas. Toute modification de la demande de transport aérien de voyageurs, tout changement de conjoncture économique ou toute mesure additionnelle de la direction peuvent modifier les facteurs pris en compte dans le calcul de cette provision et entraîner des coûts pouvant changer grandement nos résultats, notre situation financière et notre situation de trésorerie. En général, il faudrait modifier défavorablement les principales hypothèses utilisées dans le calcul de cette provision dans une proportion d'environ 15 % pour entraîner des charges supplémentaires qui pourraient avoir un effet important sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Nous comptabilisons des sommes importantes sous le poste Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels du bilan, calculées selon la méthode du coût d'origine. Nous devons évaluer les écarts d'acquisition et les actifs incorporels qui ont une durée de vie indéfinie, tels que les marques de commerce, à chaque exercice ou plus souvent si des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'il est plus probable qu'improbable qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. L'évaluation se fonde sur la capacité de l'actif de générer des flux de trésorerie futurs. Nous procédons à l'analyse en estimant les flux de trésorerie actualisés liés à chaque actif. Cette analyse fait appel à notre jugement, car nous devons nous prononcer sur divers aspects de l'exploitation future. Les prévisions de trésorerie qui sont utilisées pour déterminer la valeur des actifs peuvent varier avec le temps en raison des conditions du marché, de la concurrence et d'autres facteurs. Les variations peuvent entraîner des charges hors caisse qui pourraient modifier grandement nos résultats et notre situation financière. En général, nous estimons qu'il nous faudrait modifier défavorablement nos principales hypothèses dans une proportion de 30 à 70 %, selon l'unité, pour entraîner une réduction de valeur importante de l'unité d'exploitation, telle qu'elle aurait une incidence importante sur nos résultats et notre situation financière. Une telle réduction, cependant, n'entraînerait qu'une charge non monétaire et ne toucherait pas nos flux de trésorerie.

Immobilisations corporelles

Des sommes importantes, établies au coût d'origine, figurent sous le poste Immobilisations corporelles du bilan. Ces actifs sont passés en revue, notamment pour déterminer s'ils ont subi une réduction de valeur quand des événements ou des modifications de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Cette révision se fonde sur la capacité de l'actif de générer des flux de trésorerie futurs. Nous procédons à l'analyse en estimant les flux de trésorerie nets non actualisés liés à chaque actif. Cette analyse fait appel à notre jugement, car nous devons nous prononcer sur divers aspects de l'exploitation future. Les prévisions de trésorerie utilisées pour déterminer la valeur des actifs peuvent varier avec le temps en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. Les variations peuvent entraîner des charges hors caisse qui pourraient modifier grandement nos résultats et notre situation finan-

cière. En général, il faudrait modifier défavorablement nos principales hypothèses dans une proportion de 60 % pour entraîner une réduction de valeur telle qu'elle aurait une incidence importante sur nos résultats et notre situation financière. Une telle réduction, cependant, n'entraînerait pas de sortie de fonds et ne toucherait pas nos flux de trésorerie.

Modifications comptables futures

Le 27 janvier 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1530, «Résultat étendu», le chapitre 3855, «Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation», et le chapitre 3865, «Couvertures». Ces normes sont entrées en vigueur pour nous le 1^{er} novembre 2006. Nous ne prévoyons pas que ces nouvelles normes auront une incidence importante sur les résultats de la société.

Résultat étendu

Cette nouvelle norme décrit la manière de présenter le résultat étendu et ses composantes. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires. Les principales composantes de cette rubrique comprendront entre autres les montants non réalisés liés à la conversion des devises découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Cette nouvelle norme stipule à quel moment un instrument financier doit être comptabilisé dans le bilan, et à quel montant. Il s'agit dans certains cas de la juste valeur, dans d'autres cas d'une valeur fondée sur le coût. Il précise aussi le mode de présentation des gains et des pertes sur les instruments financiers.

Couvertures

L'application de cette nouvelle norme est facultative. Elle offre aux entités la possibilité d'appliquer d'autres traitements que ceux prévus au chapitre 3855, «Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation», aux opérations admissibles qu'elles choisissent de désigner, aux fins de la comptabilité, comme étant des éléments constitutifs d'une relation de couverture. Elle ajoute aux directives de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 13 (NOC-13), «Relations de couverture», et du chapitre

1650, «Conversion des devises étrangères», en précisant la manière d'appliquer la comptabilité de couverture et les informations à fournir par l'entité qui l'applique.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'application de l'instrument multilatéral 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières constitue un exercice d'amélioration continue qui amène la société à officialiser des processus et mesures de contrôle déjà en place et à en instaurer de nouveaux. Transat a choisi d'en faire un projet à l'échelle de la société conduisant à une amélioration opérationnelle et à une meilleure gestion.

Conformément à ce règlement, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception des contrôles internes qui régissent la diffusion de l'information financière.

La direction a conçu les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à la connaissance du Président et chef de la direction et du Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière, en particulier dans la période au cours de laquelle la publication annuelle des informations doit être préparée.

Ces deux dirigeants signataires ont procédé en date du 31 octobre 2006 à une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la société et ont conclu d'après leur évaluation que ces contrôles et procédures étaient efficaces. Cette évaluation a tenu compte, entre autres, de la politique de la société quant à la divulgation des renseignements, du processus de sous-attestation qui a été mis en oeuvre, et du fonctionnement du comité de divulgation de l'information de la société.

La direction a également conçu les contrôles internes régissant la diffusion de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de la diffusion de l'information et la préparation des états financiers à des fins externes selon les PCGR du Canada. Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière ont évalué la

conception des contrôles internes et procédures de la société à l'égard de l'information financière à la fin de la période couverte par les documents annuels, et sont d'avis que la conception est adéquate pour fournir ce degré d'assurance raisonnable.

Le 1^{er} août 2006, la société a fait l'acquisition de Canadian Air, au Royaume-Uni, laquelle représente des revenus annuels d'environ 5 % des revenus consolidés de Transat. Au cours des prochains trimestres, la direction procédera à l'examen du contrôle interne à l'égard de l'information financière relativement à cette filiale nouvellement acquise. À la fin de l'exercice, les risques ont toutefois été atténués puisque Transat a été pleinement informée de tout événement important touchant cette société. De plus, cette filiale a été intégrée relativement aux aspects de contrôle interne au niveau de l'entité.

Finalement, si l'on exclut l'ajout de politiques formelles et procédures spécifiques, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui soit survenu au cours du quatrième trimestre de 2006 et qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

RISQUES ET INCERTITUDES

Facteurs économiques et généraux

Des facteurs économiques, tels qu'un ralentissement important de l'économie, une récession ou une baisse du taux de l'emploi en Amérique du Nord, en Europe ou sur des marchés internationaux clés, pourraient avoir des conséquences défavorables sur nos activités et nos résultats d'exploitation, en portant atteinte à la demande de nos produits et services. Nos résultats d'exploitation pourraient également être influencés par des facteurs généraux, notamment des conditions météorologiques extrêmes, la guerre, l'instabilité politique, le terrorisme réel ou appréhendé, l'éclosion d'épidémies ou de maladies, les préférences des consommateurs et leurs habitudes de consommation, la perception des consommateurs à l'égard de la sécurité aérienne, les tendances démographiques, les perturbations du système de contrôle de la circulation aérienne et le coût des mesures portant sur la protection, la sécurité et l'environnement. De plus, nos revenus sont sensibles à tout événement touchant le transport aérien national et international, les locations d'automobiles et les réservations d'hôtel et de croisières.

Concurrence

La concurrence est forte au sein de l'industrie des voyages vacances. Certains concurrents sont de plus grande envergure, bénéficient de la notoriété d'un nom de marque et d'une présence dans des secteurs géographiques précis, disposent de ressources financières importantes et ont des relations privilégiées avec les fournisseurs de voyages. Nous rivalisons aussi avec les fournisseurs de voyages qui vendent directement aux voyageurs à des prix préférentiels. Ces facteurs pourraient nuire à nos revenus et marges bénéficiaires, car nous devrions vraisemblablement égaler les prix de la concurrence.

Variation des taux de change et des taux d'intérêt

Transat est exposée, en raison de ses nombreuses ententes avec des fournisseurs étrangers, aux variations du taux de change en ce qui concerne le dollar américain par rapport au dollar canadien et à l'euro. Ces variations pourraient faire augmenter nos coûts d'exploitation. Les variations des taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que nous tirons de nos espèces et quasi-espèces, ainsi que sur les frais d'intérêts découlant des titres de créance à taux variable, ce qui aurait une incidence sur nos bénéfices. Nous achetons des instruments financiers dérivés pour nous couvrir contre les variations des taux de change à l'égard de nos dettes à long terme, de notre financement hors bilan obtenu pour les avions et pour les revenus et frais d'exploitation que la société règle en devises étrangères.

Coût du carburant et approvisionnement en carburant

Transat est tout particulièrement exposée aux fluctuations des prix du carburant. Étant donné les pressions concurrentielles au sein de l'industrie, rien ne garantit que nous serions en mesure de répercuter toute augmentation des prix du carburant sur nos clients en augmentant les tarifs et, le cas échéant, qu'une augmentation de tarifs suffirait à contrebalancer les coûts accrus de carburant, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, sur notre situation financière ou sur nos résultats d'exploitation. Nous achetons des contrats à terme pour nous protéger contre le risque de fluctuations du coût du carburant. En outre, toute réduction éventuelle de l'approvisionnement en carburant pourrait causer préjudice à nos activités.

Évolution de la dynamique de l'industrie : nouvelles méthodes de distribution

L'engouement pour Internet permet aux voyageurs d'avoir accès à des renseignements sur les produits et services de voyage et d'acheter ceux-ci directement auprès des fournisseurs, contournant ainsi tant les voyagistes, comme Transat, que les agents de voyages détaillants par l'entremise desquels nous obtenons une grande partie de nos revenus. Pour le moment la vente directe sur Internet demeure limitée dans le domaine des voyages vacances, mais la dynamique de l'industrie, en matière de distribution, évolue rapidement et à cet égard présente des risques. Pour y faire face, Transat développe et implante un système de distribution multi canal qui vise à faire cohabiter harmonieusement une variété de stratégies de distribution incluant les agences de voyages, la vente directe, y compris sur Internet, la vente par l'entremise de tiers et le recours aux systèmes de réservation électroniques.

En outre, le phénomène de l'érosion graduelle des commissions versées par les fournisseurs de voyages, particulièrement les transporteurs aériens, a affaibli la situation financière de nombreux agents de voyages. Comme nous comptons, dans une certaine mesure, sur les agents de voyages détaillants pour joindre des voyageurs et dégager des revenus, un changement dans les habitudes d'achat des consommateurs, qui délaisseraient les agences de voyages au profit de l'achat direct auprès des fournisseurs de voyages, pourrait avoir une incidence sur notre société.

Dépendance à l'égard des fournisseurs à contrat

Malgré le positionnement favorable que nous procure notre intégration verticale, nous dépendons en partie de tiers qui nous fournissent certains éléments constitutifs de nos forfaits. Nous dépendons par exemple de transporteurs aériens qui ne font pas partie de notre groupe et d'un grand nombre d'hôteliers. En général, ces fournisseurs peuvent résilier ou modifier des ententes qu'ils ont conclues avec nous moyennant un avis relativement court. Une éventuelle incapacité de remplacer ces ententes, ou de trouver des fournisseurs semblables, ou de renégocier les ententes à des tarifs réduits pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats. De plus, toute baisse de qualité des produits ou services assurés par ces fournisseurs ou toute perception de la part des voyageurs d'une baisse de qualité pourrait nuire à notre réputation. La perte de contrats, les changements apportés aux ententes d'établissement des prix, un accès restreint aux pro-

duits et services des fournisseurs ou une opinion publique moins favorable envers certains fournisseurs faisant baisser la demande pour leurs produits et services pourraient avoir une incidence importante sur nos résultats.

Dépendance envers la technologie

Nos activités dépendent de notre capacité d'avoir accès à des renseignements, de gérer les systèmes de réservation, y compris le traitement quotidien d'un grand volume d'appels téléphoniques, et de distribuer nos produits à des agents de voyages détaillants et autres intermédiaires du secteur des voyages. Pour ce faire, nous avons recours à diverses technologies de l'information et des télécommunications. L'évolution rapide de ces technologies peut nécessiter des dépenses en capital plus élevées que prévu en vue d'améliorer le service à la clientèle, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos résultats d'exploitation. Par ailleurs, toute panne ou défaillance de ces systèmes pourraient nuire à nos activités, à nos relations clients et à nos résultats d'exploitation.

Dépendance envers les dépôts et paiements anticipés des clients

Transat tire une grande partie de ses revenus d'intérêts des dépôts et des paiements anticipés des clients. Selon notre politique de placement, nous ne pouvons investir ces dépôts et paiements anticipés que dans des titres de bonne qualité. Si ces titres ne procurent pas un aussi bon rendement que par le passé, notre société pourrait voir ses revenus d'intérêts diminuer.

Fonds de roulement déficitaire

Dans le cadre de nos activités, nous recevons des dépôts et des paiements anticipés de nos clients. Si les fonds provenant de ces paiements anticipés devaient diminuer et que nous devons trouver une autre source de capital, rien ne garantit que nous trouvions une telle source selon des modalités qui conviennent à la société, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur nos activités.

Fluctuation des résultats financiers

L'industrie du voyage en général et nos activités en particulier sont saisonnières. Par conséquent, nos résultats d'exploitation trimestriels peuvent varier. Nous croyons donc que les comparaisons de nos résultats d'exploitation d'un trimestre à l'autre ne sont pas nécessairement significatives et ne devraient pas servir d'indice d'un rendement futur. De plus, en raison de tous les facteurs économiques et généraux déjà mentionnés, nos résultats d'exploitation futurs pourraient être inférieurs aux attentes des analystes en valeurs mobilières et des investisseurs, ce qui aurait un effet défavorable sur le cours de nos actions.

Réglementation gouvernementale et fiscalité

Les résultats futurs de Transat peuvent varier en fonction des mesures prises par les organismes gouvernementaux ayant compétence sur les activités de la société, y compris l'octroi et les retards d'octroi de certaines autorisations ou de certains permis de la part de gouvernements, l'adoption de règlements qui ont une incidence sur les normes de service à la clientèle, notamment les nouvelles normes de sécurité des passagers, l'adoption de restrictions antibruit ou de règles de circulation nocturne plus sévères et la mise en vigueur de règlements provinciaux ayant une incidence sur les activités des agents de voyages détaillants et grossistes. De plus, des régimes de réglementation nouveaux ou différents ou des modifications apportées à la politique fiscale pourraient avoir un effet sur nos activités en ce qui concerne les taxes sur les chambres d'hôtel, les taxes sur la location automobile, les taxes d'accise imposées aux transporteurs aériens et les taxes et frais d'aéroport.

Besoins futurs de capital

Transat pourrait avoir besoin de réunir des fonds supplémentaires dans l'avenir afin de tirer profit d'occasions de croissance ou pour réagir à des pressions concurrentielles. Rien ne garantit que du financement supplémentaire sera disponible selon des modalités qui nous conviennent, ce qui pourrait nuire à nos activités.

Interruption de l'exploitation

Si nous devons interrompre certaines activités pour quelque motif que ce soit, y compris l'indisponibilité d'un aéronef pour des raisons d'ennuis mécaniques, la perte de revenus liés à l'utilisation de nos aéronefs pourrait avoir une incidence sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Couverture d'assurance

Par suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le marché des assurances sur le transport aérien a donné avis de résilier la totalité des couvertures d'assurance responsabilité envers les tiers à l'égard des risques découlant d'une guerre et d'un acte terroriste. Cet avis a été par la suite annulé, mais la limite de l'assurance responsabilité civile envers les tiers pour dommages corporels et matériels a été réduite à 50 millions de dollars américains par sinistre.

Au cours des dernières années, le marché a recommencé à assurer ce risque, mais selon des modalités qui ont suscité la controverse quant à leur caractère raisonnable. De plus, certains assureurs n'ont pas de permis pour exercer leurs activités au Canada.

Le marché n'offrant aux transporteurs aériens aucune assurance responsabilité civile envers les tiers en cas de guerre ou d'acte terroriste au delà de 150 millions de dollars américains, selon des modalités commercialement raisonnables, il était nécessaire que les gouvernements leur procurent cette couverture jusqu'à ce que les assureurs commerciaux le fassent. Le gouvernement canadien offre cette protection aux transporteurs aériens du pays.

Le gouvernement canadien maintient la protection offerte aux transporteurs aériens compte tenu des exigences en matière de licence et du fait que le gouvernement américain fournit toujours une couverture contre ces risques aux transporteurs aériens américains. Toutefois, rien ne garantit que le gouvernement canadien ne retirera pas cette protection, en particulier si le gouvernement américain devait changer sa position.

Victimes d'accidents

Nous estimons que nos fournisseurs et la société disposent d'une assurance responsabilité civile adéquate pour les protéger contre les risques auxquels ils sont exposés dans le cours normal des affaires, tels que des réclamations pour blessures graves ou pour décès par suite d'un accident impliquant un aéronef ou d'autres véhicules transportant nos clients. Quoique nous n'ayons jamais fait l'objet d'une réclamation d'assurance responsabilité civile pour laquelle nous n'avions pas de couverture suffisante, rien ne garantit que notre assurance suffirait à couvrir des réclamations d'envergure ou que l'assureur concerné serait solvable lorsque le sinistre surviendrait. Rien ne garantit non plus que nous serons en mesure d'obtenir une assurance adéquate à un coût acceptable dans l'avenir. Ces incertitudes pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités et nos résultats d'exploitation.

Accès aux créneaux et aux portes

L'accès à des créneaux d'utilisation des pistes pour les décollages et les atterrissages, aux portes d'aéroports et aux installations aéroportuaires est essentiel à nos activités et à notre stratégie de croissance. La disponibilité et le coût futurs de ces installations pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Obligations en vertu de contrats de location d'aéronefs

Transat est tenu à des obligations considérables non résiliables en vertu de contrats de location à l'égard de sa flotte aérienne. Si les revenus tirés de l'exploitation des aéronefs devaient diminuer, les paiements en vertu de nos contrats de location pourraient avoir une incidence importante sur les activités de notre société.

Personnel clé

Notre réussite est tributaire de notre capacité d'attirer et de conserver des employés compétents. La perte d'employés importants pourrait nuire à nos activités et à nos résultats d'exploitation.

Incertitude à l'égard des prochaines conventions collectives

Une éventuelle incapacité de parvenir à une entente avec tout syndicat représentant nos employés, notamment les pilotes, pourrait porter atteinte à nos activités.

PERSPECTIVES

De manière générale, le tourisme international est en hausse et la société, du fait de son intégration verticale et de sa présence internationale, s'estime en bonne posture pour continuer sa croissance et faire face aux défis que présentent, entre autres, certaines dépenses d'exploitation qu'elle contrôle peu ou pas (comme le coût du carburant ou les frais d'aéroports et de navigation) et l'effet de la concurrence, laquelle demeure très vive.

Au moment de publier ce rapport annuel, les réservations de la société pour l'hiver 2007, en Amérique du Nord, étaient sensiblement à la hausse par rapport à la même période de l'exercice précédent. Elles étaient légèrement à la hausse comparativement à l'année précédente en Europe.

RAPPORT DE LA DIRECTION ET RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Les états financiers consolidés de Transat A.T. inc. sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration. La responsabilité de la direction à cet égard comprend la sélection de principes comptables appropriés ainsi que l'exercice d'un jugement éclairé dans l'établissement d'estimations raisonnables et justes, en accord avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et adéquats dans les circonstances. L'information financière présentée ailleurs dans ce rapport annuel est conforme à celle des états financiers.

La société et ses sociétés apparentées se sont dotées de systèmes comptables et de contrôle interne conçus afin de fournir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé contre une perte ou une utilisation non autorisée et qu'on puisse ainsi se fier aux registres comptables pour la préparation des états financiers.

Le conseil d'administration assume ses responsabilités à l'égard des états financiers consolidés, principalement par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification révise les états financiers consolidés annuels et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Le comité de vérification étudie également de façon suivie les résultats des vérifications effectuées par les vérificateurs externes sur les conventions et méthodes comptables ainsi que sur les systèmes de contrôle interne de la société. Les présents états financiers ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, et le rapport qu'ils ont dressé sur les états financiers consolidés figure ci-contre.

Le président du conseil,
président et chef de la direction



Jean-Marc Eustache

Le vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière



François Laurin

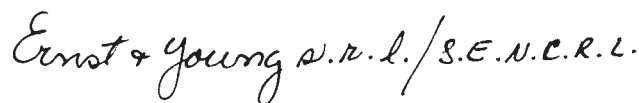
Aux actionnaires de Transat A.T. inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Transat A.T. inc. aux 31 octobre 2006 et 2005 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 octobre 2006 et 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Montréal, Canada
le 7 décembre 2006



Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 octobre (en milliers de dollars)

	2006 \$	2005 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	214 887	293 495
Espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées [note 4]	203 613	182 268
Débiteurs	87 996	69 611
Actifs d'impôts futurs [note 18]	1 357	70
Stocks	8 312	7 524
Frais payés d'avance	43 706	40 576
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	29 849	29 259
Total de l'actif à court terme	589 720	622 803
Dépôts [note 5]	19 350	24 127
Actifs d'impôts futurs [note 18]	7 120	5 106
Immobilisations corporelles [notes 6 et 10]	181 349	195 131
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels [note 7]	153 681	93 741
Autres actifs [note 8]	7 975	8 629
	959 195	949 537
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	236 282	193 277
Impôts sur les bénéfices à payer	10 122	4 763
Dépôts de clients et revenus reportés	218 875	182 752
Déventures [note 11]	—	10 000
Versements sur dette à long terme échéant à moins d'un an	26 885	6 199
Total du passif à court terme	492 164	396 991
Dette à long terme [note 10]	57 363	87 414
Déventures [note 11]	3 156	3 156
Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts	64 961	63 809
Autres passifs [note 12]	31 934	30 833
Passifs d'impôts futurs [note 18]	13 654	5 051
	663 232	587 254
Avoir des actionnaires		
Capital-actions [note 13]	151 430	179 438
Bénéfices non répartis	142 116	183 718
Surplus d'apport	1 379	531
Bons de souscription [notes 11 et 13]	1 016	1 187
Écarts de conversion cumulés [note 15]	22	(2 591)
	295 963	362 283
	959 195	949 537

Engagements et éventualités [note 21]

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,
Jean-Marc Eustache, administrateur
André Bisson, O.C., administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	2006 \$	2005 \$
Bénéfices non répartis au début de l'exercice, solde déjà reporté	183 718	135 322
Modification d'une convention comptable [note 3]	—	12 151
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	183 718	147 473
Bénéfice net de l'exercice	65 770	55 416
Prime versée au rachat d'actions [note 13]	(102 327)	(17 731)
Frais de rachat d'actions, déduction faite des impôts y afférents de 145 \$	(308)	—
Dividendes	(4 737)	—
Intérêts sur la composante capitaux propres de débetures, déduction faite des impôts y afférents de 648 \$	—	(1 440)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	142 116	183 718

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	2006 \$	2005 \$
Revenus	2 603 746	2 364 481
Dépenses d'exploitation		
Coûts directs	1 307 732	1 168 612
Salaires et avantages sociaux	290 385	241 776
Carburant d'aéronefs	247 697	199 376
Commissions	171 116	181 587
Entretien d'aéronefs	81 150	91 778
Frais d'aéroports et de navigation	71 833	67 937
Loyer d'aéronefs	48 870	52 064
Autres	258 019	240 720
	2 476 802	2 243 850
	126 944	120 631
Amortissement [note 16]	39 360	37 558
Coûts de restructuration [note 18]	—	(934)
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	7 264	10 815
Autres intérêts et frais financiers	1 484	1 708
Revenus d'intérêts	(15 706)	(12 963)
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(4 162)	(2 309)
Gain sur disposition de placement [note 8]	—	(5 747)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(375)	(461)
	27 865	27 667
Bénéfice avant les postes suivants	99 079	92 964
Impôts sur les bénéfices (récupération) [note 18]		
Exigibles	32 558	48 705
Futurs	(512)	(12 403)
	32 046	36 302
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	67 033	56 662
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(1 263)	(1 246)
Bénéfice net de l'exercice	65 770	55 416
Bénéfice de base par action [note 13]	1,88	1,43
Bénéfice dilué par action [note 13]	1,85	1,33

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)

	2006 \$	2005 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	65 770	55 416
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds		
Amortissement	39 360	37 558
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(4 162)	(2 309)
Gain sur disposition de placement	—	(5 747)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(375)	(461)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	1 263	1 246
Impôts futurs	(512)	(12 403)
Intérêts sur des débetures	—	1 807
Charge de retraite	2 572	2 400
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	886	507
	104 802	78 014
Variation nette des soldes hors caisse du fonds		
de roulement liée à l'exploitation	8 749	(8 565)
Variation nette des autres passifs	(1 424)	3 716
Variation nette des dépôts, coûts et provision pour remise		
en état des moteurs et cellules	1 152	991
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	113 279	74 156
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des dépôts	(3 152)	(11 069)
Remboursement de dépôts	6 582	8 601
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(22 366)	(27 213)
Dispositions d'immobilisations corporelles	—	5 001
Disposition de placement	—	6 900
Espèces et quasi-espèces de sociétés acquises	49 797	9 637
Contreparties versées pour des sociétés acquises	(56 780)	(9 203)
Variation nette des espèces et quasi espèces en fiducie ou autrement réservées	(15 705)	(24 590)
Variation nette des autres actifs	(549)	(1 254)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(42 173)	(43 190)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(6 312)	(6 766)
Intérêts versés sur des débetures convertibles	—	(2 868)
Produit de l'émission d'actions	1 878	9 988
Rachat d'actions	(132 422)	(22 545)
Frais de rachat d'actions	(453)	—
Remboursement de débetures	(10 000)	(21 900)
Dividendes	(4 737)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(152 046)	(44 091)
Incidence des fluctuations de taux de change sur les espèces et quasi-espèces	2 332	(4 255)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(78 608)	(17 380)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	293 495	310 875
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	214 887	293 495
Informations supplémentaires		
Impôts sur les bénéfices payés	26 348	72 486
Intérêts payés	6 895	6 226

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 octobre 2006 et 2005

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars, à l'exception du capital-actions, des régimes d'options d'achat d'actions, des bons de souscriptions, des unités d'actions différées et des montants par action)

1) CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

Transat A.T. inc. [la «société»], constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est une société intégrée dans l'industrie du tourisme. La société se spécialise dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe. La société est également active dans le transport aérien et les services à valeur ajoutée offerts à destination. Enfin, la société s'est assurée une présence dynamique dans la distribution grâce à des réseaux d'agences de voyages.

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la société ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. De l'avis de la direction, les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société, de ses filiales ainsi que de ses entités à détenteurs de droits variables lorsque la société en est le principal bénéficiaire.

La société consolide les entités à détenteurs de droits variable conformément à la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 [NOC-15], «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables». Cette note d'orientation clarifie l'application des principes de consolidation à certaines entités sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par l'exercice de droits de vote. La NOC-15 fournit des indications permettant de déterminer dans quels cas une entreprise doit inclure les actifs, les passifs et les résultats des activités d'une telle entité à détenteurs de droits variables dans ses états financiers consolidés. Cette NOC-15 établit qu'une entreprise doit consolider une entité à détenteurs de droits variables lorsqu'elle détient un droit variable ou une combinaison de tels droits qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité, à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité si ces pertes ou ces rendements se matérialisent, ou les deux (le «principal bénéficiaire»).

Les actifs constatés à la suite de la consolidation de certaines entités à détenteurs de droits variables ne représentent pas des actifs additionnels qui pourraient être utilisés pour se soustraire à des réclamations visant les actifs généraux de la société.

Quasi-espèces

Les quasi-espèces sont principalement composées de dépôts à terme, d'acceptations bancaires et de papier commercial facilement convertibles en un montant connu d'espèces avec des échéances initiales de moins de trois mois. Ces placements sont comptabilisés au coût plus les intérêts courus, et leur valeur comptable se rapproche de la juste valeur du marché.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement.

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties, compte tenu de la valeur résiduelle, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur utilisation, comme suit :

Aéronefs	4 à 5 ans
Améliorations – aéronefs loués en vertu de contrats de location-exploitation	Durée du bail
Équipement d'aéronefs	5 à 10 ans
Équipement et logiciels informatiques	3 à 7 ans
Moteurs d'aéronefs	Cycles utilisés
Équipement et mobilier de bureau	4 à 10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Pièces de rechange durables	Utilisation
Hangar et édifices administratifs	35 ans

Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels ayant une durée de vie indéfinie ne sont pas amortis.

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets identifiables acquis. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il est plus probable qu'improbable qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Toute dépréciation de la valeur comptable de l'écart d'acquisition par rapport à sa juste valeur est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la baisse de valeur s'est produite. Pour évaluer la juste valeur de ses unités d'exploitation, la société utilise la méthode de l'actualisation des flux monétaires.

Les actifs incorporels acquis qui ont une durée de vie indéfinie, tels que les marques de commerce, sont également soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il est plus probable qu'improbable qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise à comparer la juste valeur des actifs incorporels avec leur valeur comptable. Toute dépréciation de la valeur comptable des actifs incorporels par rapport à leur juste valeur est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la baisse de valeur s'est produite. Pour évaluer la juste valeur de ses actifs incorporels, la société utilise la méthode de l'actualisation des flux monétaires.

Les actifs incorporels ayant une durée de vie définie, tels que les listes de clients, sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur des durées de 3 à 10 ans.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels à durée de vie définie sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une réduction de valeur quand des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets futurs non actualisés prévus à l'utilisation ainsi qu'avec sa valeur résiduelle [valeur recouvrable nette]. Si la société considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, le montant de la dépréciation à comptabiliser correspond à l'excédent de la valeur comptable des actifs sur la juste valeur.

Autres actifs

Les autres actifs incluent, entre autres, des frais de mise en exploitation et les placements à long terme sur lesquels la société peut exercer une influence notable.

Les frais de mise en exploitation sont amortis sur des périodes ne dépassant pas cinq ans. Les placements à long terme sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

Dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules

La société pourvoit aux coûts de remise en état des moteurs et cellules de ses aéronefs au moyen d'une estimation de l'ensemble de ces coûts futurs prévus jusqu'à l'échéance des baux relatifs à ces aéronefs, ou de la durée restante de leur utilisation prévue par la société lorsque détenus, répartis sur le nombre total de cycles de moteurs et le nombre total de mois des cellules prévus au cours de ces mêmes périodes.

Ces coûts sont imputés aux résultats selon le nombre de cycles utilisés ou le nombre de mois écoulés au cours de l'exercice, au moyen d'une provision pour coûts futurs ou par amortissement des coûts de remise en état capitalisés, selon le cas. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations, et les différences peuvent être importantes.

La société verse à certains bailleurs de ses aéronefs des dépôts représentant une partie des coûts de remise en état des moteurs et cellules prévus. Ces dépôts sont généralement récupérables sur présentation de réclamations de coûts admissibles pour remise en état. Les montants ainsi réclamés sont présentés à l'actif sous la rubrique «Débiteurs». L'excédent de la provision pour coûts futurs de remise en état sur les dépôts effectués et non réclamés est présenté au passif sous la rubrique «Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts». Le solde non amorti des coûts de remise en état des moteurs et cellules est présenté, s'il y a lieu, à l'actif sous la rubrique «Dépôts».

Conversion des devises

a) Établissements étrangers autonomes

La société convertit les comptes de ses filiales étrangères autonomes selon la méthode du taux courant. Tous les actifs et passifs d'établissements étrangers autonomes sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains nets ou pertes nettes résultant de la conversion des actifs et des passifs sont présentés sous la rubrique Écarts de conversion cumulés à l'avoir des actionnaires.

b) Comptes et opérations en devises

Les comptes et opérations en devises de la société sont convertis à l'aide de la méthode temporelle. Selon cette méthode, les éléments monétaires du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, tandis que les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change d'origine. Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des opérations ou aux taux de change moyens de la période. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont compris dans les états consolidés des résultats.

Régimes d'intéressement au capital

La société comptabilise son régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants et employés, pour les attributions d'options d'achat d'actions octroyées après le 31 octobre 2003, selon la méthode de la juste valeur. La juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution est déterminée à l'aide d'un modèle d'évaluation du prix des options. La charge de rémunération est imputée aux résultats sur la période d'acquisition des options d'achat d'actions.

Avant le 1^{er} novembre 2003, la société comptabilisait son régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants et employés comme des opérations portant sur les capitaux propres. Aucune charge de rémunération n'était donc constatée pour ce régime lorsque des options étaient émises. La société présente par voie de note l'incidence de l'application de la méthode de la juste valeur en divulguant le bénéfice net pro forma et les bénéfices pro forma par action pour les attributions octroyées au cours de l'exercice 2003.

Les contributions de la société au régime d'incitation à l'actionnariat et à l'accumulation de capital pour les cadres et au régime d'incitation à l'actionnariat permanent pour les hauts dirigeants sont constatées dans les résultats de l'exercice au cours duquel les actions sont attribuées basées sur la juste valeur des actions au

moment de l'attribution. Aucune charge de rémunération n'est constatée à l'égard des autres régimes lorsque les actions sont émises en faveur des administrateurs, dirigeants et employés. Toute contrepartie versée par les administrateurs, dirigeants et employés au moment de l'achat d'actions est créditée au capital-actions.

La description des régimes d'intéressement au capital qu'offre la société est présentée à la note 13.

Constatation des revenus

La société constate ses revenus lorsque tous les risques et avantages importants inhérents au service ont été transférés au client. Par conséquent, les revenus provenant du transport des passagers sont constatés au retour de chaque vol. Les revenus provenant des voyageurs ainsi que les coûts y afférents sont constatés au départ des passagers. Les revenus de commissions des agences de voyages sont constatés au moment de la réservation. Les montants perçus à l'égard desquels les services n'ont pas encore été rendus sont inscrits dans le passif à court terme sous la rubrique «Dépôts de clients et revenus reportés».

Instruments financiers

La société a recours aux contrats de change à terme afin de pallier les risques futurs de variation des devises relativement à ses dettes à long terme et à ceux liés aux paiements de contrats de location-exploitation, aux paiements de dettes à long terme, aux encaissements de revenus de certains voyageurs et aux décaissements liés à certaines dépenses d'exploitation en devises. Les gains ou pertes sur les contrats désignés comme éléments de couverture qui découlent des variations de change sont constatés dans les résultats au moment où les opérations sous-jacentes sont réalisées.

Afin de pallier le risque lié à l'instabilité des prix du carburant, la société conclut des contrats de couverture des prix du carburant. Les gains ou pertes qui résultent des contrats de couverture désignés sont imputés à la charge de carburant au moment des achats de carburant.

Les gains ou pertes sur les contrats qui ne sont pas désignés comme éléments de couverture ou qui cessent de l'être sont constatés à leur juste valeur dans le bilan, et toute variation subséquente de la juste valeur est constatée dans l'état des résultats.

Les montants à recevoir ou à payer sur les éléments de couverture, lesquels sont utilisés uniquement pour des fins de couverture de la dette à long terme libellée en devises, sont comptabilisés au même moment que les gains ou pertes de change non réalisés sur l'obligation faisant l'objet de la couverture.

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

La politique de la société consiste à ne pas spéculer sur les instruments financiers; ainsi, ces instruments sont normalement désignés comme éléments de couverture et maintenus jusqu'à leur échéance suivant l'objectif premier de couverture des risques.

Impôts sur les bénéfiques

La société comptabilise ses impôts sur les bénéfiques d'après la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés d'après les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et passifs et mesurés au moyen des taux des lois pratiquement en vigueur au cours des périodes pendant lesquelles il est prévu que les écarts se résorberont. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne se matérialiseront pas.

Avantages incitatifs reportés

Les avantages incitatifs reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des baux et sont portés en diminution de la dépense d'amortissement.

Avantages sociaux futurs

La société offre des ententes de retraite de type à prestations déterminées à l'intention de certains membres de la haute direction. La société constate le coût des prestations de retraite de ces employés d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition au prorata des services et aux hypothèses les plus probables de la direction à l'égard de la croissance des gains admissibles et de l'âge de retraite des employés. Les coûts des services passés et des modifications aux ententes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne des membres actifs généralement touchés par celles-ci. L'exédent des gains et des pertes actuariels nets sur 10 % du montant des obligations au titre des prestations est amorti sur la durée résiduelle moyenne des membres actifs qui est de 8,7 ans au 1^{er} novembre 2006. Les obligations au titre des ententes de retraite sont actualisées d'après les taux d'intérêt courants du marché et sont présentées sous la rubrique «Autres passifs».

Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et tient compte de tous les éléments comportant un effet de dilution.

3) MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

La société a conclu certaines opérations de financement d'aéronefs dans lesquelles elle a garanti une tranche de la valeur résiduelle à l'échéance du contrat de location comportant des structures d'accueil. Ces structures d'accueil sont considérées comme des entités à détenteurs de droits variables, et la société en est le principal bénéficiaire. L'application de la NOC-15 s'est traduite par une augmentation des bénéfiques non répartis de la société au 1^{er} novembre 2004 de 12 151 \$, par une augmentation des immobilisations corporelles nettes de 116 009 \$ et par une augmentation du passif de 103 858 \$, dont 101 773 \$ [83 372 \$ US] pour la dette à long terme. L'application de cette note d'orientation n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie de la société. Cependant, elle a eu pour effet de diminuer le bénéfice net de l'exercice terminé le 31 octobre 2005 de 2 034 \$ et le bénéfice de base par action de 0,05 \$.

4) ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉES

Au 31 octobre 2006, les espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées incluent 168 164 \$ [140 675 \$ au 31 octobre 2005] de fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et 35 449 \$ [41 593 \$ au 31 octobre 2005] qui étaient cédés en nantissement de lettres de crédit et de contrats de change [note 20].

5) DÉPÔTS

	2006 \$	2005 \$
Dépôts relatifs aux aéronefs et moteurs loués	10 036	10 125
Dépôts auprès de fournisseurs	39 163	43 261
	49 199	53 386
Moins tranche récupérable à moins d'un an	29 849	29 259
	19 350	24 127

6) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2006		2005	
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût \$	Amortissement cumulé \$
Aéronefs	150 937	60 230	150 937	47 579
Améliorations – aéronefs loués en vertu de contrats de location-exploitation	26 525	15 054	23 643	10 015
Équipement d'aéronefs	36 603	31 133	35 669	29 079
Équipement et logiciels informatiques	98 789	73 161	87 106	63 436
Moteurs d'aéronefs	20 358	7 768	20 358	6 482
Équipement et mobilier de bureau	28 853	21 681	24 531	18 439
Améliorations locatives	27 328	15 295	21 432	11 674
Pièces de rechange durables	25 234	9 426	25 118	7 464
Hangar et édifices administratifs	850	380	844	339
	415 477	234 128	389 638	194 507
Amortissement cumulé	234 128		194 507	
Valeur nette	181 349		195 131	

7) ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

	2006 \$	2005 \$
Écarts d'acquisition	121 138	93 741
Marques de commerce	18 454	—
Listes de clients	14 089	—
	153 681	93 741

La variation des écarts d'acquisition se présente comme suit :

	2006 \$	2005 \$
Solde au début de l'exercice	93 741	86 966
Acquisitions [note 17]	26 866	8 541
Écart de conversion	531	(1 766)
	121 138	93 741

Les autres actifs incorporels se présentent comme suit :

	2006		2005	
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût \$	Amortissement cumulé \$
Actifs incorporels amortissables				
Listes de clients	14 683	594	—	—
Actifs incorporels non amortissables				
Marques de commerce	18 454	—	—	—

8) AUTRES ACTIFS

	2006 \$	2005 \$
Frais reportés, solde non amorti	3 387	4 380
Placements dans des sociétés satellites et autres placements	874	1 071
Divers	3 714	3 178
	7 975	8 629

Le 6 juin 2005, la société a vendu sa participation de 44,27 % dans Star pour une contrepartie au comptant de 4 500 € [6 900 \$], sous réserve de l'approbation des autorités françaises. Le 5 août 2005, les autorités françaises ont approuvé la transaction et, en conséquence, la société a comptabilisé un gain de 5 747 \$ à cette date.

9) EMPRUNTS BANCAIRES

Pour ses opérations au Canada, la société dispose d'un crédit à terme rotatif renouvelable annuellement au montant de 60 000 \$. Selon les conditions de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous forme d'émission de lettres de crédit. Au 31 octobre 2006, des lettres de crédit étaient émises pour un total de 33 166 \$ [39 613 \$ au 31 octobre 2005], réduisant ainsi du même montant le solde disponible du crédit à terme rotatif.

Des crédits d'exploitation totalisant 11 800 € [16 921 \$] [11 800 € [16 702 \$] en 2005] ont été accordés à certaines filiales françaises. Ces crédits d'exploitation sont renouvelables annuellement et étaient inutilisés aux 31 octobre 2006 et 2005.

9) EMPRUNTS BANCAIRES (suite)

Pour ses opérations en Europe, la société dispose de facilités de cautionnement renouvelables annuellement au montant de 17 893 € [25 660 \$] [17 793 € [25 184 \$] en 2005]. Au 31 octobre 2006, des lettres de cautionnement étaient émises pour un total de 3 747 € [5 373 \$] [11 906 € [16 851 \$] en 2005].

10) DETTE À LONG TERME

	2006 \$	2005 \$
Emprunts garantis par des avions au montant de 54 000 \$ US [57 828 \$ US au 31 octobre 2005], portant intérêt aux TIOL [taux interbancaire offert à Londres] majorés de 2,15 % et 3,25 % et échéant en 2008	60 314	68 243
Emprunts garantis par un avion au montant de 18 905 \$ US [20 311 \$ US au 31 octobre 2005], portant intérêt aux TIOL majorés de 2,95 % et 3,64 % et échéant en 2007	21 116	23 969
Autres	2 818	1 401
	84 248	93 613
Moins versements échéant à moins d'un an	26 885	6 199
	57 363	87 414

Les versements à effectuer sur la dette à long terme au cours des deux prochains exercices sont comme suit :

	\$
2007	26 885
2008	57 363

11) DÉBENTURES

a) La débenture de 10 000 \$ de la filiale Transat Tours Canada inc. [«Transat Tours»] porte intérêt au taux de 17,5 % et est venue à échéance le 1^{er} novembre 2005. Cette débenture est rachetable au gré de Transat Tours à un prix permettant de procurer au détenteur un rendement annuel composé de 20,5 %, depuis son émission le 1^{er} novembre 1995, compte tenu des intérêts annuels déjà versés et comptabilisés au taux de 17,5 %. Cette débenture, si elle n'est pas rachetée, est convertible en 25 % des actions ordinaires de Transat Tours.

La débenture est nantie par certaines garanties intersociétés et par une hypothèque mobilière sur les actions de certaines filiales de la société et sur la totalité des biens corporels de la filiale Air Transat A.T. inc. [«Air Transat»] et de Transat Tours. Dans l'éventualité où la société ferait l'objet d'une tentative de prise de contrôle, le prêteur aura l'option d'acquérir toutes les actions de Transat Tours en circulation à un prix déterminé selon une formule préétablie.

Le 1^{er} novembre 2005, Transat Tours a remboursé la débenture de 10 000 \$.

b) Le 10 janvier 2002, la société et Air Transat ont émis des débentures à certains actionnaires et dirigeants pour un montant de 21 865 \$ portant intérêt au taux de 6 % et venant à échéance en janvier 2009. Les débentures sont rachetables par anticipation à compter de janvier 2005 moyennant le paiement d'une pénalité égale à trois mois d'intérêts. La société et Air Transat doivent également verser aux détenteurs, à l'échéance, au rachat par anticipation ou à la conversion, une prime leur procurant un rendement annuel composé de 15 % compte tenu de l'intérêt déjà payé au taux de 6 %.

Dans le cadre de ce financement, la société a octroyé 1 421 225 bons de souscription permettant de souscrire un même nombre d'actions à droit de vote de catégorie B de la société au prix d'exercice de 6,75 \$ chacun. Ces bons de souscription viennent à échéance le 10 janvier 2007.

Le 10 janvier 2005, la société a procédé au rachat par anticipation de ses débentures dont la valeur nominale était de 21 865 \$. Ce rachat a entraîné un débours total de 30 009 \$, incluant les intérêts courus de 7 324 \$ et la pénalité de 820 \$, laquelle a été comptabilisée à la date de rachat. De plus, ce rachat par anticipation a entraîné une charge additionnelle non monétaire à la date de rachat de 1 644 \$ correspondant à la différence entre la valeur nominale de l'obligation et sa valeur comptable à ce moment.

- c) Le 6 avril 2004, une filiale de la société a émis une débenture au montant de 3 156 \$ portant intérêt au taux de 6 %. La débenture est remboursable en un seul versement en septembre 2009 en espèces ou en actions de la société au gré de cette dernière. La débenture est également rachetable par anticipation au gré de la filiale à partir d'avril 2007 moyennant une prime procurant au détenteur un rendement de 9 % depuis l'émission, compte tenu des intérêts annuels déjà versés et comptabilisés au taux de 6 %.

12) AUTRES PASSIFS

	2006 \$	2005 \$
Avantages incitatifs reportés	15 260	16 219
Part des actionnaires sans contrôle	8 264	8 776
Passif au titre des prestations constituées	8 410	5 838
	31 934	30 833

13) CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A («actions de catégorie A»), participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC], ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée

ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Émis et en circulation

Le 4 mars 2005, le capital-actions ordinaires a été restructuré en deux catégories de titres : des actions de catégorie A et des actions de catégorie B. Chaque action émise et en circulation qui n'était pas détenue ou contrôlée par un Canadien au sens de la LTC a été convertie en une action de catégorie A du capital-actions de la société et annulée. Chaque action émise et en circulation qui était détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC a été convertie en une action de catégorie B du capital-actions de la société et annulée. Immédiatement après la conversion, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 7 818 212 et à 27 228 227. Les actions ordinaires non émises de la société ont été annulées, et les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été substituées aux fins de l'exercice de tout droit de souscription, d'achat ou de conversion visant les actions ordinaires ainsi annulées.

13) CAPITAL-ACTIONS (suite)

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	\$
Solde au 31 octobre 2004	33 954 825	120 306
Émission de la trésorerie	23 102	477
Exercice d'options	456 992	3 074
Conversion de bons de souscription	967 550	9 338
Conversion de débentures	5 835 081	51 057
Rachat et annulation d'actions	(1 081 100)	(4 814)
Solde au 31 octobre 2005	40 156 450	179 438
Émission de la trésorerie	38 392	768
Exercice d'options	123 904	748
Conversion de bons de souscription	59 150	571
Rachat et annulation d'actions	(6 730 299)	(30 095)
Solde au 31 octobre 2006	33 647 597	151 430

Au 31 octobre 2006, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 2 794 011 et à 30 853 586 [7 598 306 et 32 558 144 au 31 octobre 2005].

Rachats d'actions

Le 14 novembre 2005, la société a annoncé une offre publique de rachat de ses actions de catégorie A et de ses actions de catégorie B pour fins d'annulation. Un nombre maximum de 7 142 857 actions, soit environ 18 % des 40 156 450 actions de catégorie A et actions de catégorie B émises et en circulation de la société pouvaient ainsi être rachetées à un prix d'au moins 17,50 \$ par action et d'au plus 20,00 \$ par action pour totaliser au plus 125 000 \$. L'offre expirait le 22 décembre 2005.

Conformément à son offre de rachat, la société a racheté le 3 janvier 2006 un total de 6 443 299 actions à droit de vote, composé de 1 780 797 actions de catégorie A et de 4 662 502 actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 125 000 \$.

Le 13 juin 2006, la société a renouvelé, pour une période de douze mois, son offre publique de rachat dans le cours normal de ses affaires qui a débuté le 14 juin 2005. Ce renouvellement vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à un maximum de 3 270 939 actions de catégorie A et actions de catégorie B de la société, représentant moins de 10 % des actions de catégorie A et des actions de catégorie B détenues dans le public à la date du dépôt du renouvellement de l'offre [3 935 000 actions de catégorie A et actions de catégorie B représentant 10 % des actions de catégorie A et actions de catégorie B émises et en circulation le 8 juin 2005]. Les actions sont rachetables au cours du marché plus les frais de courtage.

Conformément à ses offres publiques de rachat dans le cours normal de ses affaires, la société a racheté, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, un total de 287 000 actions à droit de vote, composé d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 7 422 \$ [1 081 100 actions à droit de vote, composé d'actions de catégorie A et actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 22 545 \$ en 2005].

Régime de droits de souscription

À l'assemblée annuelle tenue le 27 avril 2005, les actionnaires ont ratifié le renouvellement, par la société, d'un régime de droits de souscription à l'intention des actionnaires [le «régime de droits»]. Le régime de droits donne aux porteurs d'actions de catégorie A et à ceux d'actions de catégorie B le droit d'acquérir, dans certaines circonstances, des actions additionnelles à un prix équivalant à 50 % de la valeur au marché au moment de l'exercice desdits droits. Le régime de droits est conçu de manière à donner au conseil d'administration le temps d'examiner des offres, permettant ainsi aux actionnaires de recevoir la pleine et juste valeur pour leurs actions. Le régime de droits prendra fin à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2008, à moins qu'il n'y soit mis fin au préalable par le conseil d'administration de la société.

Régime d'achat d'actions

Un régime d'achat d'actions est offert aux employés admissibles de la société et de ses filiales. En vertu du régime, au 31 octobre 2006, la société était autorisée à émettre un maximum de 611 483 actions de catégorie B. Le régime permet à chaque employé admissible de souscrire un nombre d'actions dont la souscription globale n'excède pas 10 % de son salaire annuel en vigueur à la date d'adhésion. Le prix d'achat des actions dans le cadre du régime correspond au cours moyen pondéré des actions de catégorie B pendant les cinq jours de négociation précédant l'émission des actions moins une décote de 10 %.

Au cours de l'exercice, la société a émis 38 392 actions de catégorie B [23 102 actions de catégorie B en 2005] pour un montant de 768 \$ [477 \$ en 2005] en vertu du régime d'achat d'actions.

Régime d'incitation à l'actionariat et à l'accumulation de capital

Sous réserve de participer au régime d'achat d'actions offert aux employés admissibles de la société, la société attribue annuellement à chaque employé admissible un nombre d'actions de catégorie B dont le prix de souscription global correspond à un montant entre 20 % à 60 % du pourcentage maximum du salaire contribué,

celui-ci n'excédant pas 5 %. Les actions ainsi attribuées par la société sont dévolues graduellement au cadre admissible, sous réserve de la rétention par celui-ci durant les six premiers mois de la période de dévolution de la totalité des actions souscrites en vertu du régime d'achat d'actions de la société.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 79 \$ [65 \$ en 2005] relativement à son régime d'incitation à l'actionnariat et à l'accumulation de capital.

Régime d'incitation à l'actionnariat permanent

Sous réserve de participer au régime d'achat d'actions offert aux employés admissibles de la société, la société attribue annuellement à chaque haut dirigeant admissible un nombre d'actions de catégorie B dont le prix de souscription global est égal au pourcentage maximum du salaire contribué, celui-ci n'excédant pas 10 %. Les actions ainsi attribuées par la société sont dévolues graduellement au haut dirigeant admissible, sous réserve de la rétention par celui-ci durant la période de dévolution de la totalité des actions souscrites en vertu du régime d'achat d'actions de la société.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 207 \$ [194 \$ en 2005] relativement à son régime d'incitation à l'actionnariat permanent.

Régime d'unités d'actions différées

Des unités d'actions différées («UAD») sont attribuées dans le cadre du régime d'unités d'actions différées à l'intention des hauts dirigeants et dans le cadres du régime d'unités d'actions différées à l'intention des admi-

nistrateurs indépendants. En vertu des ces régimes, chaque haut dirigeant admissible ou administrateur indépendant reçoit une partie de sa rémunération sous forme d'UAD. La valeur d'une UAD est déterminée en fonction du cours moyen pondéré des actions de catégorie B pendant les cinq jours de négociation précédents l'attribution des UAD. Les UAD sont rachetées par la société lorsqu'un haut dirigeant ou un administrateur cesse d'être un participant du régime. Aux fins du rachat d'UAD, la valeur d'une UAD est déterminée en fonction du cours moyen pondéré des actions de catégorie B pendant les cinq jours de négociation précédent le rachat d'UAD.

Au 31 octobre 2006, le nombre d'UAD attribué s'élevait à 31 653 [19 719 au 31 octobre 2005]. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 501 \$ [316 \$ en 2005] relativement à son régime d'unités d'actions différées.

Régime d'options d'achat d'actions

Des options sont attribuées dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants et employés. En vertu de ce régime, au 31 octobre 2006, la société pouvait accorder aux personnes admissibles 995 999 actions de catégorie A ou actions de catégorie B additionnelles à un prix par action correspondant au cours moyen pondéré des actions pendant les cinq jours de négociation précédant l'attribution des options. Les options attribuées peuvent être exercées au cours d'une période de dix ans, mais sous réserve d'un maximum de un tiers durant les deux premières années suivant l'attribution, de un tiers supplémentaire dans la troisième année et du dernier tiers après le début de la quatrième année. Les tableaux suivants résument l'ensemble des options en circulation :

	2006		2005	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix moyen pondéré \$
Au début de l'exercice	796 069	10,69	1 125 678	7,69
Attribuées	129 927	22,84	127 383	22,27
Exercées	(123 904)	5,73	(456 992)	6,52
Annulées	(91 630)	8,42	—	—
À la fin de l'exercice	710 462	14,07	796 069	10,69
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	480 027	10,89	369 947	10,19

2006	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Fourchettes des prix d'exercice \$	Nombre d'options en circulation au 31 octobre 2006	Durée de vie moyenne pondérée	Prix moyen pondéré \$	Prix moyen pondéré \$
3,00 à 4,50	138 813	6,5 ans	3,82	138 813	3,82
6,01 à 7,50	56 388	4,7 ans	6,86	56 388	6,86
7,51 à 9,00	17 973	3,5 ans	7,95	17 973	7,95
9,01 à 11,50	109 263	4,4 ans	9,80	101 763	9,82
15,01 à 17,00	128 922	7,6 ans	15,68	81 190	15,68
22,01 à 25,00	259 103	9,1 ans	22,57	83 900	22,57
	710 462		14,07	480 027	10,89

13) CAPITAL-ACTIONS (suite)

Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a attribué 129 927 [127 383 en 2005] options d'achat d'actions à certains de ses employés clés. Le modèle d'évaluation Black-Scholes a été utilisé pour estimer la juste valeur moyenne des options à la date de leur attribution. Les hypothèses utilisées et la juste valeur moyenne pondérée des options à la date d'attribution se présentent comme suit :

	2006	2005
Taux d'intérêt sans risque	4,48 %	4,12 %
Durée de vie prévue	6 ans	6 ans
Volatilité prévue	55,6 %	54,7 %
Rendement de l'action	—	—
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	12,70 \$	12,26 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 886 \$ [507 \$ en 2005] relativement à son régime d'options d'achat d'actions. Un montant de 38 \$ [95 \$ en 2005] a été comptabilisé au capital-actions à la suite de l'exercice d'options.

Information pro forma sur la juste valeur des options d'achat d'actions

Avant le 1^{er} novembre 2003, la société comptabilisait les options attribuées en vertu de son régime d'options d'achat d'actions à titre d'opérations portant sur les capitaux propres. Le tableau suivant présente l'incidence sur les états financiers de la société si celle-ci avait comptabilisé les options attribuées entre le 1^{er} novembre 2002 et le 31 octobre 2003 au moyen de la méthode de la juste valeur. Les données pro forma ne donnent pas effet aux options d'achat d'actions attribuées avant le 1^{er} novembre 2002.

	2006 \$	2005 \$
Bénéfice net	65 770	55 416
Rajustement – rémunération à base d'actions	(292)	(292)
Bénéfice net pro forma	65 478	55 124
Bénéfice de base pro forma par action	1,88	1,42
Bénéfice dilué pro forma par action	1,84	1,33

Les hypothèses utilisées et la juste valeur moyenne pondérée des options à la date d'attribution pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 se présentent comme suit :

Taux d'intérêt sans risque	4,73 %
Durée de vie prévue	6 ans
Volatilité prévue	55 %
Rendement de l'action	—
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	2,09 \$

Bons de souscription

Le 10 janvier 2002, la société a octroyé 1 421 225 bons de souscription [note 11 b)]. Au 31 octobre 2006, le solde des bons de souscription s'élevait à 350 325 [409 475 au 31 octobre 2005], et 59 150 bons de souscription ont été exercés au cours de l'exercice [967 550 en 2005].

Résultat par action

Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action ont été calculés comme suit :

(En milliers, sauf les montants par action)	2006 \$	2005 \$
NUMÉRATEUR		
Bénéfice net	65 770	55 416
Intérêts sur débetures convertibles	—	(1 440)
Bénéfice attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	65 770	53 976
Intérêts sur débetures convertibles	—	1 440
Intérêts sur débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	129	129
Bénéfice servant au calcul du bénéfice dilué par action	65 899	55 545
DÉNOMINATEUR		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	34 907	37 863
Effet des titres dilutifs		
Débetures convertibles	—	2 668
Débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	141	135
Options d'achat d'actions	330	612
Bons de souscription	282	406
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation rajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	35 660	41 684
Bénéfice de base par action	1,88	1,43
Bénéfice dilué par action	1,85	1,33

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, 129 927 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société.

14) DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 19 février 2002, la société a émis des débentures subordonnées, non garanties et convertibles pour un montant total de 51 105 \$ et échéant le 1^{er} mars 2007. Les débentures portaient intérêt au taux de 9 %, payable semestriellement en espèces ou en actions ordinaires de la société, au gré de la société. Les débentures étaient également convertibles à tout moment, au gré du détenteur, en actions ordinaires de la société à un prix de conversion de 8,75 \$.

Le ou après le 1^{er} mars 2005, mais avant le 1^{er} mars 2006, la société pouvait racheter les débentures à leur valeur nominale, à condition que ses actions aient été transigées à un prix d'au moins 10,94 \$ pour 20 jours consécutifs précédant l'avis de rachat. Après le 1^{er} mars 2006, les débentures pouvaient être rachetées à leur valeur nominale. La société avait l'option de régler les débentures, en tout ou en partie, en espèces ou en livrant un nombre d'actions calculé en divisant la valeur nominale des débentures par 95 % de la valeur marchande à la date du rachat ou à l'échéance.

Le 24 mars 2005, la société a déposé un avis de rachat auprès des détenteurs de ses débentures subordonnées, non garanties et convertibles. Conformément à cet avis, la société a, le 25 avril 2005, racheté à leur valeur nominale 35 \$ de ces débentures, représentant la totalité des débentures en circulation à cette date. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, mais préalablement à la date de rachat, un montant de 51 057 \$ de débentures convertibles a été converti en 5 835 081 actions, composées d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B.

15) ÉCARTS DE CONVERSION CUMULÉS

Les écarts de conversion cumulés ont évolué comme suit :

	2006 \$	2005 \$
Solde au début de l'exercice	(2 591)	274
Incidence de la fluctuation du taux de change sur la conversion de l'actif net des établissements étrangers autonomes	2 613	(2 865)
Solde à la fin de l'exercice	22	(2 591)

16) AMORTISSEMENT

	2006 \$	2005 \$
Immobilisations corporelles	38 301	36 991
Actifs incorporels amortissables	590	—
Autres actifs	2 226	2 327
Avantages incitatifs reportés	(1 757)	(1 760)
	39 360	37 558

17) ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Au cours des exercices terminés les 31 octobre 2006 et 2005, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats des entreprises acquises ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective, sauf mention contraire.

Acquisitions 2006

Le 1^{er} décembre 2005, la société a acquis les actifs de vingt agences de voyages du réseau de Carlson Wagonlit Travel en France pour une contrepartie au comptant de 3 102 € [4 314 \$]. Un écart d'acquisition de 3 920 \$ a été constaté à la suite de cette opération. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter du 1^{er} janvier 2006.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a acquis, par l'intermédiaire de Travel Superstore Inc. les actifs de six agences de voyages pour une contrepartie totale de 1 096 \$. Un montant de 338 \$ a été versé au comptant aux dates d'acquisition, et le solde de 619 \$ est payable en versements répartis sur des périodes variant de trois à cinq ans. Un écart d'acquisition de 925 \$ a été constaté à la suite de ces opérations. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective.

Le 1^{er} mai 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du réseau d'agences de voyages Thomas Cook Travel Limited [«TCT»], situé au Canada, pour une contrepartie au comptant de 8 297 \$. TCT exploite un réseau de 67 agences détenues en propre et 124 agences franchisées, exploitées sous les bannières Thomas Cook et Marlin Travel. TCT exploite également 22 bureaux de change. À la suite de cette transaction, la société a entamé un programme de restructuration qu'elle a complété avant la fin de l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Un montant de 1 651 \$, principalement constitué d'indemnités de cessation d'emploi, a été considéré dans la répartition du prix d'achat concernant cette restructuration. La société ne prévoit pas effectuer d'autres déboursés relativement à cette intégration. Un écart d'acquisition de 732 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

17) ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (suite)

Le 1^{er} août 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du voyageur britannique The Airline Seat Company, qui opère sous la marque Canadian Affair, pour une contrepartie au comptant de 20 670 £ [43 692 \$]. Un écart d'acquisition de 21 289 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Acquisitions 2005

Le 1^{er} novembre 2004, la société a acquis une participation de 70 % dans Air Consultants Europe [«ACE»], voyageur expéditeur néerlandais, pour une contrepartie de 1 050 € [1 634 \$]. Un montant de 950€ [1 473 \$] a été versé au comptant à la date d'acquisition, et le solde de 100 € est payable en deux versements échelonnés jusqu'au 1^{er} novembre 2006. Un écart d'acquisition de 1 579 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Le 1^{er} mai 2005, la société a acquis une participation de 50,1 % dans Travel Superstore Inc., société canadienne exploitant un réseau d'agences de voyages, pour une contrepartie au comptant de 4 478 \$. Un écart d'acquisition de 2 799 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Le 26 juin 2005, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Bennett Voyages, voyageur expéditeur français, pour une contrepartie de 1 773€ [2 629 \$]. Un montant de 1 075 € [1 594 \$] a été versé au comptant à la date d'acquisition, et le solde de 698 € [1 035 \$] est payable en versements mensuels échelonnés jusqu'au 31 décembre 2006. Un écart d'acquisition de 1 971 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Le 1^{er} août 2005, la société a acquis les actifs de Blenus Travel Service Limited et de Fundy Travel Limited, sociétés canadiennes exploitant un réseau d'agences de voyages, pour une contrepartie de 1 259 \$. Un montant de 260 \$ a été versé au comptant à la date d'acquisition, et le solde de 999 \$ est payable sur une période de cinq ans sans intérêts. Un écart d'acquisition de 1 117 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Le 31 octobre 2005, la société a acquis les actifs de Turissimo Caribe & Excursiones C. Por A., voyageur réceptif de la République Dominicaine, pour une contrepartie au comptant de 1 185 \$ US [1 398 \$]. Un écart d'acquisition de 1 075 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Les acquisitions d'entreprises se résument comme suit :

	2006				2005
	Thomas Cook Travel Ltd. \$	The Airline Seat Company Ltd. \$	Autres \$	Total \$	Total \$
Éléments d'actif acquis					
Espèces et quasi-espèces	3 478	46 319	—	49 797	7 025
Espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées	779	4 861	—	5 640	—
Autres actifs à court terme	3 710	7 229	156	11 095	14 912
Immobilisations corporelles	1 284	420	409	2 113	699
Actifs incorporels					
Marques de commerce	2 600	15 642	—	18 242	—
Listes de clients	2 900	11 626	—	14 526	—
Actifs d'impôts futurs	1 736	—	—	1 736	—
Écarts d'acquisition	732	21 289	4 845	26 866	8 541
	17 219	107 386	5 410	130 015	31 177
Éléments de passif pris en charge					
Passifs à court terme	7 907	56 712	—	64 619	19 523
Passifs d'impôts futurs	—	6 982	—	6 982	—
Dettes à long terme	1 015	—	—	1 015	256
	8 922	63 694	—	72 616	19 779
Actif net acquis à la juste valeur	8 297	43 692	5 410	57 399	11 398

18) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2006		2005	
	\$	%	\$	%
Impôts sur les bénéfices au taux prévu par la loi	32 662	33,0	30 802	33,1
Variation des impôts sur les bénéfices découlant des éléments suivants :				
Effet des écarts de taux d'imposition nationaux et étrangers	(390)	(0,4)	—	—
Éléments non déductibles	2 701	2,7	900	1,0
Constatation d'économies fiscales non comptabilisées antérieurement	(2 545)	(2,6)	(2 269)	(2,4)
Incidence découlant de changements de taux	516	0,5	—	—
Économies fiscales non comptabilisées	—	—	1 165	1,3
Provision pour moins-value	—	—	5 591	6,0
Autres	(898)	(0,9)	113	0,1
	32 046	32,3	36 302	39,1

Les impôts sur les bénéfices présentés diffèrent du montant calculé en appliquant les taux d'impôts prévus par la loi au bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales.

Les raisons de cette différence et l'effet sur les impôts sur les bénéfices sont détaillés dans le tableau ci-dessus.

Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôts futurs sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

Les pertes reportées prospectivement, autres qu'en capital, et les autres écarts temporaires pour lesquels aucune économie fiscale correspondante n'a été comptabilisée, et qui serviront à réduire les bénéfices imposables futurs de certaines filiales en Europe, totalisaient

43 836 € [62 862 \$] au 31 octobre 2006 [40 545 € [57 388 \$] au 31 octobre 2005]. De ces pertes et déductions, un montant de 19 056 € [27 326 \$] vient à échéance dans quatre ans, le solde n'ayant aucune date d'échéance.

Les bénéfices non répartis des filiales étrangères de la société sont considérés comme étant réinvestis indéfiniment. Par conséquent, aucune provision pour impôts sur les bénéfices n'a été constituée à leur égard. Si ces bénéfices sont distribués sous forme de dividendes ou autrement, la société pourrait être assujettie à des retenues d'impôts.

	2006	2005
	\$	\$
Impôts futurs		
Pertes nettes d'exploitation reportées et autres déductions fiscales	24 937	20 574
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	(35 935)	(25 089)
Réserves et provisions non déductibles	27 910	27 317
Autres	354	(1 007)
Total des impôts futurs	17 266	21 795
Provision pour moins-value	(22 443)	(21 670)
Actifs (passifs) d'impôts futurs nets	(5 177)	125
Actifs d'impôts futurs à court terme	1 357	70
Actifs d'impôts futurs à long terme	7 120	5 106
Passifs d'impôts futurs à long terme	(13 654)	(5 051)
Actifs (passifs) d'impôts futurs nets	(5 177)	125

19) OPÉRATIONS ET SOLDES ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des opérations avec des sociétés apparentées. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les apparentés. Les opérations importantes entre sociétés apparentées se détaillent comme suit :

	2006 \$	2005 \$
Revenus provenant de sociétés satellites	220	3 002
Dépenses d'exploitation effectuées auprès de sociétés satellites	1 340	3 996

Les soldes à recevoir de sociétés apparentées et à payer à ces sociétés inclus dans les débiteurs et les créditeurs et charges à payer sont les suivants :

	2006 \$	2005 \$
Débiteurs de sociétés satellites	32	240
Créditeurs et charges à payer à des sociétés satellites	54	202

20) AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La société offre des ententes de retraite de type à prestations déterminées à l'intention de certains membres de la haute direction. Ces ententes prévoient le versement de prestations basées sur le nombre d'années de service admissibles et la moyenne des gains admissibles des cinq années pour lesquelles les gains admissibles du participant étaient les plus élevés. Ces ententes de retraite ne sont pas capitalisées, cependant, afin de garantir ses obligations, la société a émis une lettre de crédit au fiduciaire au montant de 13 146 \$ [note 9]. La société mesure l'obligation au titre des prestations constituées au 31 octobre de chaque exercice à l'aide d'une estimation actuarielle.

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations de l'obligation au titre des prestations constituées :

	2006 \$	2005 \$
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	11 739	5 348
Coût des services rendus	682	578
Coût des modifications	—	4 213
Intérêts débiteurs	756	691
Perte actuarielle sur l'obligation	1 172	909
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	14 349	11 739

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation du régime de retraite et des montants inscrits au bilan sous la rubrique autres passifs :

	2006 \$	2005 \$
Actifs du régime à la juste valeur	—	—
Obligation au titre des prestations constituées	14 349	11 739
Déficit du régime	14 349	11 739
Coût non amorti des services passés	3 680	4 740
Perte actuarielle nette non amortie	2 259	1 161
Passif au titre des prestations constituées	8 410	5 838

Le tableau suivant présente les composantes du coût du régime de retraite :

	2006 \$	2005 \$
Coût des services rendus	682	578
Intérêts débiteurs	756	691
Amortissement du coût des services passés	1 060	1 060
Amortissement de la perte actuarielle nette	74	71
Charge de retraite	2 572	2 400

Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à déterminer l'obligation de la société au titre des prestations constituées et la charge de retraite de la société étaient comme suit :

	2006 \$	2005 \$
Obligation au titre des prestations constituées		
Taux d'actualisation	5,50	5,75
Taux de croissance des gains admissibles	3,00	3,00
Charge de retraite		
Taux d'actualisation	5,75	6,25
Taux de croissance des gains admissibles	3,00	3,00

21) ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) Les engagements de la société, en vertu d'ententes avec des fournisseurs et de contrats de location-exploitation relatifs à des aéronefs, à des immeubles, à du matériel roulant, à des systèmes téléphoniques, à des contrats d'entretien et à des locaux s'élèvent à 544 224 \$ et se répartissent comme suit : 103 118 \$, 203 406 \$ US, 91 118 € et 38 312 £.

Les versements annuels à effectuer en vertu de ces engagements au cours des cinq prochains exercices sont comme suit :

	\$
2007	248 194
2008	116 431
2009	75 715
2010	32 321
2011	16 402

- b) En 2009, l'actionnaire minoritaire dans la société mère de Jonview pourra exiger que la société achète les actions de la société mère de Jonview qu'il détient, à un prix égal à la juste valeur marchande. Le prix payé pourra être réglé, au gré de la société, en espèces ou par voie d'émission d'actions.
- c) L'actionnaire minoritaire d'ACE pourrait exiger, d'ici 2007, que la société achète les actions d'ACE qu'il détient à un prix selon une formule prédéterminée et payable en espèces.
- d) Les actionnaires minoritaires de Travel Superstore Inc. pourraient exiger, entre 2011 et 2015, que la société achète les actions de Travel Superstore Inc. qu'ils détiennent à un prix égal à leur juste valeur marchande et payable en espèces.

- e) Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée à diverses réclamations et actions. Ces litiges sont souvent entourés de nombreuses incertitudes, et l'issue de causes individuelles est imprévisible. Selon la direction, les réclamations et actions sont suffisamment provisionnées ou couvertes par des polices d'assurance, et leur règlement ne devrait pas avoir d'effet défavorable notable sur la situation financière de la société.

22) GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations, telles que des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 9, 10, 11 et 20 des états financiers fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

Contrats de location-exploitation

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également

22) GARANTIES (suite)

remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Outre les lettres de crédit et de cautionnement mentionnées aux notes 4 et 9, les autres garanties données par la société en vertu de lettres de crédit s'élevaient à 378 \$ au 31 octobre 2006. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 octobre 2006, le montant total de ces garanties s'élevait à 780 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 31 octobre 2006, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

23) INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée aux risques de variation des cours du change de certaines devises et à la variation des prix du carburant. La société gère ces risques en recourant à l'utilisation de divers instruments financiers. La direction de la société est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables et elle n'utilise les instruments financiers qu'aux fins de couverture des engagements ou obligations existants, et non pour dégager un profit des opérations de négociation.

Risque de crédit lié aux instruments financiers

Le risque théorique auquel est exposée la société en ce qui concerne les instruments financiers se limite au coût de remplacement des contrats aux cours du marché en vigueur dans l'éventualité d'un défaut de contrepartie. La direction est d'avis que le risque de crédit lié aux instruments financiers est bien contrôlé puisqu'elle conclut uniquement des contrats avec des institutions financières et des multinationales de grande envergure.

Gestion du risque lié au prix du carburant et du risque de change

La société a conclu des contrats d'achat de carburant aux fins de gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au 31 octobre 2006, 53 % des besoins estimatifs de l'exercice 2007 et 12 % des besoins estimatifs de l'exercice 2008 étaient couverts par des contrats d'achat de carburant [39 % des besoins de l'exercice 2006 étaient couverts au 31 octobre 2005].

La société a conclu des contrats de change à terme pour l'achat et la vente de devises dont l'échéance est de moins de deux ans, aux fins de gestion du risque de change. Au 31 octobre 2006, la valeur nominale des contrats d'achat de devises s'élevait à 645 878 \$ [427 085 \$ au 31 octobre 2005].

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète généralement les estimations des montants que la société recevrait en règlement de contrats favorables ou qu'elle devrait payer pour terminer des contrats défavorables à la date du bilan. Ces justes valeurs sont estimées en fonction des cours obtenus auprès d'institutions financières et de multinationales de grande envergure. Les justes valeurs se présenteraient comme suit aux 31 octobre 2006 et 2005, si un règlement survenait :

	Favorable \$	Défavorable \$
2006		
Contrats de change à terme	3 020	3 027
Contrats d'achat de carburant	52	18 605
	<u>3 072</u>	<u>21 632</u>
2005		
Contrats de change à terme	1 095	9 400
Contrats d'achat de carburant	1 791	2 972
	<u>2 886</u>	<u>12 372</u>

Risque de crédit

La société n'estime pas être soumise à une concentration importante du risque de crédit. Les espèces et les quasi-espèces sont investies de façon diversifiée auprès de sociétés bénéficiant d'une cote de crédit de haute qualité. Les débiteurs proviennent généralement de la vente de vacances à forfait à des particuliers par l'entremise d'agences de voyages et de la vente de sièges à des voyageurs géographiquement dispersés. Aux 31 octobre 2006 et 2005, aucun débiteur ne représentait plus de 10 % des débiteurs totaux.

Juste valeur des instruments financiers présentés aux bilans

En raison de leur échéance à court terme, la valeur comptable des actifs et des passifs financiers à court terme présentée aux bilans consolidés est comparable à leur juste valeur.

En raison de leurs caractéristiques, la valeur comptable des dettes à long terme présentée aux bilans consolidés est comparable à leur juste valeur.

La juste valeur des débentures n'a pu être déterminée avec suffisamment de précision, compte tenu des caractéristiques qui leur sont propres.

24) INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique du Nord et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
2006			
Revenus provenant de tiers	2 059 611	544 135	2 603 746
Dépenses d'exploitation	1 940 816	535 986	2 476 802
	118 795	8 149	126 944
2005			
Revenus provenant de tiers	1 896 487	467 994	2 364 481
Dépenses d'exploitation	1 776 811	467 039	2 243 850
	119 676	955	120 631

	Revenus ¹		Immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	
	2006 \$	2005 \$	2006 \$	2005 \$
Canada	2 038 594	1 892 749	215 899	225 492
France	465 728	452 323	60 374	53 929
Royaume-Uni	62 055	—	49 266	—
Autres	37 369	19 409	9 491	9 451
	2 603 746	2 364 481	335 030	288 872

¹ Les revenus sont attribués selon le pays de domiciliation de la filiale.

25) CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

(En milliers de dollars, sauf les données par action)

	2006	2005	2004	2003	2002
États consolidés des résultats					
Revenus	2 603 746	2 364 481	2 199 822	2 096 649	2 073 508
Dépenses d'exploitation	2 476 802	2 243 850	2 036 067	2 021 687	1 999 360
	126 944	120 631	163 755	74 962	74 148
Dépenses et autres revenus					
Amortissement	39 360	37 558	33 027	42 138	43 189
Coûts de restructuration	—	(934)	11 350	47 972	—
Intérêts sur la dette à long terme et débetures	7 264	10 815	7 712	9 839	12 491
Autres frais d'intérêts et frais financiers	1 484	1 708	1 907	3 071	4 563
Revenus d'intérêts	(15 706)	(12 963)	(11 307)	(9 530)	(5 628)
(Gain) perte de change sur les éléments monétaires à long terme	(4 162)	(2 309)	1 474	(3 873)	(984)
Gain sur disposition de placement	—	(5 747)	—	—	—
Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des sociétés satellites	(375)	(461)	1 509	(673)	(919)
	27 865	27 667	45 672	88 944	52 712
Bénéfice (perte) avant les éléments suivants					
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	32 046	36 302	45 010	(5 533)	9 649
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats des filiales	(1 263)	(1 246)	(753)	(766)	(182)
Bénéfice (perte) des activités poursuivies de l'exercice	65 770	55 416	72 320	(9 215)	11 605
Bénéfice (perte) des activités abandonnées de l'exercice	—	—	—	54 083	(1 853)
Bénéfice net de l'exercice	65 770	55 416	72 320	44 868	9 752
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies	1,88	1,43	2,07	(0,38)	0,30
Activités abandonnées	—	—	—	1,65	(0,06)
	1,88	1,43	2,07	1,27	0,24
Bénéfice (perte) dilué(e) par action²					
Activités poursuivies	1,85	1,33	1,76	(0,38)	0,30
Activités abandonnées	—	—	—	1,65	(0,06)
	1,85	1,33	1,76	1,27	0,24
Flux de trésorerie liés aux :					
Activités d'exploitation (activités poursuivies)	113 279	74 156	184 321	77 257	186 428
Activités d'investissement (activités poursuivies)	(42 173)	(43 190)	(84 475)	(9 150)	(85 347)
Activités de financement (activités poursuivies)	(152 046)	(44 091)	(35 359)	(61 368)	14 069
Incidence des fluctuations de taux de change sur les espèces et quasi-espèces					
	2 332	(4 255)	3 436	(470)	437
Variation nette des espèces et quasi-espèces provenant des activités poursuivies					
	(78 608)	(17 380)	67 923	6 269	115 587
Variation nette des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées					
	—	—	—	77 858	434
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(78 608)	(17 380)	67 923	84 127	116 021
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	214 887	293 495	310 875	242 952	158 823
Marge brute d'autofinancement	104 802	78 014	124 039	52 795	73 942
Total de l'actif	959 195	949 537	838 389	714 757	773 468
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	84 248	93 613	—	35 350	82 702
Débetures	3 156	13 156	33 214	31 731	30 907
Avoir des actionnaires	295 963	362 283	311 106	239 596	192 062
Ratio d'endettement ¹	0,69	0,62	0,63	0,66	0,75
Valeur comptable par action	8,80	9,02	9,16	7,29	5,92
Rendement de la moyenne pondérée de l'avoir des actionnaires					
	19,98 %	16,03 %	25,11 %	19,32 %	4,76 %
Statistiques – avoir des actionnaires (en milliers)					
Actions en circulation à la fin de l'exercice	33 648	40 156	33 955	32 864	32 460
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (avant dilution)	34 907	37 863	33 374	32 796	32 418
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (après dilution) ²	35 660	41 684	41 156	32 796	32 497

¹ Représente le total du passif sur le total du passif plus l'avoir des actionnaires.

² Voir la note 11 afférente aux états financiers consolidés vérifiés.

Conseil d'administration

- Comité exécutif
- Comité des ressources humaines et de la rémunération
- Comité de vérification
- Comité de régie de l'entreprise et des nominations
- Président du comité



Jean-Marc Eustache
Président du conseil d'administration,
président et chef de la direction, Transat A.T. inc.



André Bisson, O.C.
Président du conseil d'administration, CIRANO
Chancelier émérite, Université de Montréal



John P. Cashman
Président, Humphrey Management Limited



Lina De Cesare
Présidente, voyagistes, Transat A.T. inc.



Benoît Deschamps
Président, Champré Capital inc.



Jean Guertin
Conseiller et administrateur de sociétés
Professeur honoraire, HEC Montréal



H. Clifford Hatch Jr.
Président et chef de la direction,
Cliffco Investments Limited



Jacques Simoneau
Vice-président exécutif, Investissement,
Banque de développement du Canada



Philippe Sureau
Président, distribution, Transat A.T. inc.



John D. Thompson
Président délégué du conseil,
Compagnie Montréal Trust du Canada



Dennis Wood, O.C.
Président et chef de la direction, DWH Inc.

Haute direction Transat A.T. inc.

Jean-Marc Eustache

Président et chef de la direction

Philippe Sureau

Président, distribution

Lina De Cesare

Présidente, voyageurs

Bernard Bussières

Vice-président, affaires juridiques
et secrétaire de la société

Corinne Charette

Vice-présidente et chef de la direction
des systèmes d'information

André De Montigny

Vice-président,
développement des affaires

François Laurin

Vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière

Michel Lemay

Vice-président, affaires publiques
et communication

Louise Piché

Vice-présidente corporative,
ressources humaines

Direction des filiales

Air Consultants Europe

Elisabeth van Raalte
Directrice générale

Air Transat

Allen B. Graham
Président-directeur général

Canadian Affair

Anette Rayner
Présidente-directrice générale

Club Voyages (France)

Patricia Chastel
Directrice générale

Handlex

Jean-Luc Paiement
Président et chef de la direction

Jonview Canada

Donald Obonsawin
Président

Look Voyages

Olivier Kervella
Directeur général

Révatours

Amina Hafez
Directrice générale

Tourgreece

Vassilis P. Sakellaris
Président

Transat Distribution Canada

Philippe Sureau
Président

Transat Tours Canada

Nelson Gentiletti
Président

Trip Central

Richard Vanderlubbe
Président

Vacances Transat (France)

Patrice Caradec
Directeur général

Renseignements destinés aux actionnaires

Siège social

Transat A.T. inc.
Place du Parc
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600
Montréal (Québec) H2X 4C2
Téléphone : 514.987.1660
Télécopieur : 514.987.8035
www.transat.com
info@transat.com

Renseignements

Nos communiqués de presse sont affichés sur notre site www.transat.com
Pour tout renseignement, nous prions les investisseurs et les analystes d'adresser leur demande par écrit au vice-président, finances et administration et chef de la direction financière.

*This annual report is available in English:
Please write to the Vice-President, Finance
and Administration and Chief Financial Officer.*

Bourse

Toronto Stock Exchange (TSX) TRZ.B; TRZ.A.

Agent des transferts et agent comptable des registres

Compagnie Trust CIBC Mellon
2001, rue University, bureau 1600
Montréal (Québec) H3A 2A6
Sans frais : 1.800.387.0825
inquiries@cibcmellon.com
www.cibcmellon.com

Vérificateurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Montréal (Québec)

Assemblée générale annuelle des actionnaires

Le 14 mars 2007 à 10 h 00
The Fairmont Royal York Hotel
Salon Imperial
100 Front St. West
Toronto, Ontario

 Air
Consultants
Europe B.V.

 air transat

 BROKAIR
GROUPE B

 CAMELEON
HOTELS AND RESORTS

 CANADIAN
Affair

 clubvoyages™

 exitnow.ca

 HANDLEX

 JONVIEW
CANADA

 LOOK
VOYAGES

 marlintravel™

 merika
TOURS

 NOLITOURS

 rêvatours

 TOURGREECE

 TRAFIC
DE MEXICO S.A. DE C.V. TOURS

 transat
HOLIDAYS USA

 travelplus™

 tripcentral.ca

 TURISSIMO
CARIBE EXCURSIONES D.R.

 VACANCES
transat

 VOYAGES
EN LIBERTÉ

